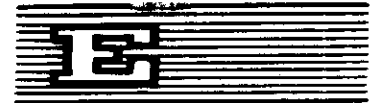




NATIONS UNIES
CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL



Distr.
GENERALE

E/ECA/CM.10/16
2 avril 1984

Français
ORIGINAL : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Comité technique préparatoire plénier
Cinquième réunion

Conakry (Guinée), 16-23 avril 1984
Point 4 de l'ordre du jour provisoire

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE
Dix-neuvième session de la Commission
et dixième réunion
de la Conférence des ministres
Conakry (Guinée), 26-30 avril 1984
Point 6 de l'ordre du jour provisoire

MISE A JOUR DU PLAN A MOYEN TERME POUR LA PERIODE 1984-1989 ET REVISIONS

MISE A JOUR DU PLAN A MOYEN TERME POUR LA PERIODE 1984-1989 ET REVISIONS

Introduction

A sa seizième session et septième réunion tenues en 1981, la Conférence des ministres de la CEA a examiné et approuvé le projet de plan à moyen terme élaboré par la Commission pour la période 1984-1989 qui, après examen plus attentif du Comité du Programme et de la coordination et du Conseil économique et social, a été incorporé dans le plan à moyen terme des Nations Unies pour la période 1984-1989, approuvé en décembre 1982 par l'Assemblée générale. Toutefois, conformément à l'article 3.11 du chapitre III du règlement régissant la planification des programmes, les aspects du budget qui ont trait aux programmes, le contrôle d'exécution et les méthodes d'évaluation (annexe à la résolution 37/234 sur la planification des programmes adoptée le 21 décembre 1982 par l'Assemblée générale) "le Plan à moyen terme est réexaminé selon les besoins tous les deux ans de manière à y incorporer les modifications à apporter aux programmes et les modifications proposées sont aussi détaillées qu'il est nécessaire pour indiquer les incidences que les résolutions et décisions adoptées par les organes intergouvernementaux ou les conférences internationales depuis l'adoption du plan ont sur les programmes".

La mise à jour et les révisions suggérées dans le présent document ont été effectuées conformément au règlement ci-dessus et aux instructions du Secrétaire général qui stipulaient que la mise à jour et les révisions seraient effectuées au titre de trois catégories à savoir les révisions de fond d'un programme complet, les révisions de fond d'un sous-programme existant, et les légères révisions rédactionnelles. Une révision de fond d'un programme complet ne devait être effectuée que lorsque les textes portant autorisation auraient été considérablement modifiés de sorte que cette révision exigerait que des modifications de fond connexes soient apportées aux objectifs et stratégies de plusieurs sous-programmes existants. Une révision de fond d'un sous-programme s'imposait si les textes portant autorisation du programme ou le problème abordé subissaient des modifications suffisamment importantes pour infirmer son objectif ou la démarche adoptée dans sa stratégie pour la période commençant avec l'exercice biennal 1986-1987. De légères révisions rédactionnelles pouvaient être effectuées soit pour incorporer des idées à la lumière de la récente situation économique et sociale dans le monde, soit pour améliorer le sens des textes dans le plan existant, soit les deux à la fois.

La mise à jour et les révisions proposées devaient être examinées par le Comité du programme et de la coordination à sa vingt-quatrième session qui se déroulera d'avril à juin 1984, par le Conseil économique et social à sa seconde session ordinaire en 1984 et par l'Assemblée générale à sa trente-neuvième session en septembre-décembre 1984, époque à laquelle on s'attend qu'elles seront approuvées.

Modifications proposées

Selon la définition donnée ci-dessus, il est proposé un nouveau programme, à savoir le système panafricain de documentation et d'informatique (PADIS); des révisions de fond ont été apportées aux deux programmes, énergie et affaires marines, et des révisions de fond ont été apportées aux sous-programmes dans le domaine des questions politiques et statistiques relatives au développement. Finalement, de légères révisions rédactionnelles ont été apportées aux programmes des ressources naturelles, de la science et de la technologie, et des transports, des communications et du tourisme.

Nouveau programme (Annexe I)

Système panafricain de documentation et d'informatique (PADIS)

Le Système panafricain de documentation et d'informatique (PADIS) est un nouveau programme dont la formulation a été rendue indispensable i) par la nécessité évidente d'incorporer cet important programme dans le plan à moyen terme pour pouvoir établir les budgets-programmes ultérieurs, et ii) par la requête permanente de la Division du budget de l'ONU, selon laquelle le PADIS devait être incorporé dans le plan à moyen terme pour la période 1984-1989.

Révisions de fond apportées aux programmes existants (Annexe II)

Energie

Les pays africains membres du Comité du programme et de la coordination ont été d'avis qu'il conviendrait de reformuler le programme énergétique de façon à refléter les vues exprimées à la vingt-deuxième session du Comité en 1982. De plus, c'est la première fois que l'énergie fait l'objet d'un grand programme distinct du programme des ressources naturelles et de l'énergie et que ce secteur est traité comme un programme complet en soi, et ce, conformément à la décision du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies de faire de l'énergie un grand programme.

Affaires marines

La révision du programme des affaires marines est conforme à la décision prise par le Comité du programme et de la coordination à sa vingt-troisième session selon laquelle "l'important projet de programme pour les affaires marines devrait être révisé afin de justifier davantage la création d'un important programme dans le domaine des affaires marines ... et d'inclure toutes les commissions régionales compétentes".

Révisions de fond apportées aux sous-programmes des programmes existants (Annexe III)Questions et politiques relatives au développement

Les changements que l'on propose d'apporter au sous-programme 1 du programme des questions et politiques de développement, intitulé "Analyse, planification et projections socio-économiques" ont pour but de refléter non seulement l'analyse sectorielle mais aussi la modélisation et la planification ainsi que les études prospectives en tant que stratégies recommandées par la Commission dans sa résolution 470(XVIII).

Statistiques

Les modifications apportées au programme de statistiques doivent tenir compte des décisions prises à sa deuxième session par la Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains et par la Commission dans sa résolution 469(XVIII).

Révisions rédactionnelles (Annexe IV)

De légères révisions rédactionnelles ont été apportées aux sous-programmes des programmes des questions et politiques relatives au développement, des ressources minérales, des ressources en eau, de la cartographie et de la télé-détection, de la science, de la technologie, et des transports, des communications et du tourisme.

ANNEXE I

Programme entièrement nouveau

SYSTEME PANAFRICAIN DE DOCUMENTATION ET D'INFORMATIQUE - (PADIS)

A. Sous-programmes

SOUS-PROGRAMME I: SERVICES CENTRAUX DE COORDINATION ET D'ECHANGE D'INFORMATIONS

a) Textes portant autorisation des travaux

Les textes portant autorisation de ce programme sont les résolutions 359(XIV), 377(XV), 413(XVI) et 438(XVII) de la Commission.

b) Objectifs

Les objectifs de ce programme sont les suivants:

i) Objectifs des organes intergouvernementaux: faciliter les échanges d'informations et de données qui assureront une planification plus concrète du développement et contribueront de ce fait au développement socio-économique de la région;

ii) Objectifs généraux du secrétariat: créer un centre pour la dissémination des informations utiles au développement et fournir la base d'un réseau de centres de documentation dans les pays africains.

c) Problème traité

Les pays africains qui se heurtent à des problèmes socio-économiques similaires n'ont pas été en mesure de partager leurs expériences en échangeant des informations, d'où double emploi parfois inutile des efforts. Ce problème s'est posé parce qu'il n'existe encore à l'échelle du continent aucun mécanisme, ni pour l'échange d'informations ni pour la coordination des activités des centres de documentation.

d) Stratégie pour la période 1984-1989

Les activités de ce sous-programme sont d'un caractère permanent et comprennent:

i) L'établissement de fichiers de données numériques et non numériques se rapportant au développement socio-économique et de fichiers complémentaires d'un caractère sectoriel;

ii) La publication, à des intervalles réguliers, de DEVINDEX-Africa, répertoire de la littérature consacrée au développement économique et social en Afrique;

iii) La publication, à des intervalles réguliers, du répertoire des experts africains sur la coopération technique entre pays en développement;

iv) L'organisation de cours de formation à l'intention du personnel des centres de documentation des pays africains dans tous les domaines d'activité;

v) La mise en place d'un réseau de satellites ou d'autres moyens de communications aux fins d'interconnexion entre différents nœuds (centres nationaux et sous-régionaux);

vi) L'accès des pays africains aux informations scientifiques et technologiques disponibles dans les pays industrialisés par l'intermédiaire de leurs centres nationaux d'information et de documentation.

SOUS-PROGRAMME II: SERVICES NATIONAUX D'INFORMATION ET DE DOCUMENTATION

a) Textes portant autorisation des travaux

Les textes portant autorisation de ce sous-programme sont les résolutions 359(XIV), 377(XV), 413(XVI) et 438(XVII) de la Commission.

b) Objectifs

Les objectifs de ce sous-programme sont les suivants:

i) Objectif des organes intergouvernementaux: encourager les pays africains à créer des centres nationaux d'information et de documentation de façon à faciliter entre eux les échanges d'informations et de données;

ii) Objectif général du secrétariat: aider les pays membres à mettre en place des centres de documentation pour les fichiers de données numériques et non numériques concernant le développement socio-économique.

c) Problème traité

L'un des principaux obstacles à une planification valable du développement en Afrique a été la pénurie générale d'informations utiles et l'utilisation inefficace des renseignements dont on dispose. Dans les pays où il n'existe aucune information sous la forme notamment de documents, de rapports de recherche et d'études, ces informations n'ont pas été systématiquement recueillies, traitées, analysées et stockées dans des centres de documentation bien constitués et dirigés par des spécialistes, pas plus qu'elles n'ont été disséminées de façon inadéquate.

d) Stratégie pour la période 1984-1989

Les activités de ce sous-programme sont d'un caractère permanent et comprennent:

i) La prestation d'une assistance aux pays membres pour la mise en place de leurs centres nationaux d'information et de documentation;

ii) La fourniture de matériels et de programmes d'informatique et d'autres matériels techniques aux centres nationaux en fonction des fonds disponibles;

iii) L'organisation de cours de formation sur place à l'intention du personnel des centres nationaux;

iv) La prestation de services techniques consultatifs aux centres nationaux.

SOUS-PROGRAMME III. SERVICES SOUS-REGIONAUX D'INFORMATION ET DE DOCUMENTATION

a) Textes portant autorisation des travaux

Les textes portant autorisation de ce sous-programme sont les résolutions 359(XIV), 377(XV), 413(XVI) et 438(XVII) de la Commission.

b) Objectifs

Les objectifs de ce sous-programme sont les suivants:

i) Objectif des organes intergouvernementaux: encourager la création de centres sous-régionaux pour le rassemblement et la dissémination efficaces d'informations sur le développement;

ii) Objectif général du secrétariat: créer des centres sous-régionaux de dissémination de données et d'informations sur le développement socio-économique;

c) Problème traité

Le territoire que couvre le continent africain est très étendu et le nombre de pays qu'il renferme très élevé. Ces facteurs créent des problèmes non seulement pour le rassemblement rapide et efficace des documents mais aussi pour la recherche et la dissémination rapides des données et des informations, dont on a reconnu l'importance pour le développement socio-économique de l'Afrique.

d) Stratégie pour la période 1984-1989

Les activités de ce sous-programme sont d'un caractère permanent et comprennent:

i) La prestation d'une assistance pour la mise en place de centres sous-régionaux;

ii) La fourniture de configurations pour ordinateurs et d'autres matériels;

iii) La coordination au niveau sous-régional des activités des centres nationaux implantés dans la zone géographique;

iv) La mise en place de nodules intermédiaires de communication entre une sous-région et une autre pour la transmission des données;

v) L'organisation de cours de formation à l'intention du personnel appartenant à chaque sous-région.

B. Organisation

Examen par les organes intergouvernementaux

Les travaux entrepris par le secrétariat dans le cadre de ce programme seront normalement examinés par la Conférence des ministres de la CEA qui se réunit tous les ans. Ce plan n'a pas été examiné.

Secrétariat

La section du secrétariat chargée de ce programme est le bureau central de coordination du système panafricain de documentation et d'informatique (PADIS). Au premier janvier 1984, elle comptait neuf postes d'administrateurs dont cinq étaient financés sur des fonds extra-budgétaires.

ANNEXE II

Révision de fond d'un sous-programme existant

PROGRAMME 3. ENERGIE ET DEVELOPPEMENT EN AFRIQUE

Le texte suivant est une révision du plan présenté dans les paragraphes 11.68 à 11.76 du plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6).

A. Textes portant autorisation de la révision (y compris une brève description de toutes les modifications organisationnelles connexes). Décision du Secrétaire général de faire de l'énergie l'objet d'un grand programme. Opinion émise par le Comité du programme et de la coordination à sa 22ème session (A/37/38 paragraphe 118).

B. SOUS-PROGRAMME I: ENERGIE CLASSIQUE: EVALUATION, POLITIQUES ET PLANIFICATION

a) Textes portant autorisation des travaux

Les textes portant autorisation des travaux au titre de ce sous-programme sont les résolutions 35/64 relative à la mise en oeuvre du Plan d'action de Lagos, et 35/56 (paragraphe 126, alinéas d), e), g) et le Plan d'action de Lagos pour la mise en oeuvre de la Stratégie de Monrovia pour le développement économique de l'Afrique, (A/S-11/14, annexe), chapitre XI.

b) Objectifs

Les objectifs de ce sous-programme sont les suivants:

i) Objectifs des organes intergouvernementaux: Augmenter le volume des ressources énergétiques primaires disponibles en Afrique, de façon à garantir un développement **autochtone** et autonome; diversifier les sources d'énergie et garantir de meilleures conditions de vie dans les zones rurales et dans les zones éloignées, en utilisant de façon plus appropriée toutes les sources d'énergie classique.

ii) Objectifs intergouvernementaux secondaires à court terme: Adopter les statuts de la Commission africaine de l'énergie, dont les objectifs sont exposés dans le Plan d'action de Lagos; mettre en place des institutions permettant d'aider les pays africains à créer collectivement les capacités et l'infrastructure nécessaires à la mise en valeur de l'ensemble des sources d'énergie, qui n'ont pas les moyens de les mettre en place chacun individuellement.

iii) Objectifs généraux du secrétariat: Elaborer et aider à appliquer des mesures de nature à encourager une action aussi bien individuelle que concertée aux fins de l'intégration des politiques énergétiques dans les politiques générales de croissance et de développement socio-économique en Afrique; promouvoir et mettre en oeuvre la coopération multinationale en ce qui concerne l'exploration, l'exploitation, la mise en valeur et l'utilisation de l'ensemble des ressources énergétiques classiques, en particulier dans les zones éloignées et dans les zones rurales.

c) Problème traité

Le développement accéléré en Afrique et la continuation de la crise internationale de l'énergie ont mis davantage en lumière les problèmes énergétiques des pays africains et la nécessité impérieuse d'une planification et d'une mise en valeur optimale des ressources énergétiques de la région. Néanmoins, on n'a pas encore une connaissance très précise de toutes les différentes sources d'énergie existant en Afrique; il y a une très grave pénurie de personnel autochtone hautement qualifié, et l'on manque également des techniques nécessaires à l'exploration, l'évaluation et l'exploitation efficaces des ressources, dont l'importation continue aggrave les difficultés de balance des paiements de la région et allonge le délai nécessaire pour parvenir à une autonomie nationale et collective. Les capacités permettant une planification efficace dans le domaine énergétique et l'intégration de celles-ci aux efforts de développement socio-économique général sont réduites dans de nombreux pays de la région et inexistantes dans d'autres. De plus, aussi bien au niveau national qu'au niveau multinational, il y a fort peu d'institutions capables de promouvoir la formulation et la mise en oeuvre de politiques énergétiques saines et d'élaborer et de gérer des projets énergétiques viables. Il existe également un problème de financement.

d) Stratégie pour la période 1984-1989

La stratégie concernant ce sous-programme est la suivante:

i) Exploration, évaluation et mise en oeuvre des ressources énergétiques classiques et intégration de la planification des politiques énergétiques dans la planification globale des politiques socio-économiques: L'Afrique devra, au moins jusqu'à la fin du siècle, dépendre sans cesse des sources d'énergie classiques, en particulier les hydrocarbures et le charbon. Il faut donc faire des efforts pour accroître les réserves prouvées de fossiles combustibles en intensifiant le rythme des activités en matière d'exploration et de mise en valeur dans les régions inexplorées. Il se peut qu'on puisse mettre en valeur dans les pays africains certaines ressources négligées telles que le pétrole et le gaz renfermés dans des gisements peu profonds. A cet égard, une assistance sera fournie, à leur demande, aux Etats membres pour leur permettre:

a) de dresser un inventaire complet et systématique de leurs ressources énergétiques classiques;

b) de formuler des politiques énergétiques conjointes et de les intégrer dans les politiques globales de développement et de croissance économique;

c) de mobiliser les ressources financières nécessaires pour la mise en valeur de ces ressources énergétiques.

ii) Recherche, formation et information: Suivre régulièrement la situation dans le domaine de l'énergie, former de la main-d'oeuvre locale, rassembler et diffuser des données sur l'énergie sont des tâches tout aussi importantes pour la solution des problèmes d'énergie en Afrique. A cet égard, on entreprendra les activités suivantes:

a) Etudes sur les aspects organisationnels et opérationnels des ressources énergétiques telles que le pétrole, le gaz naturel et le charbon;

b) Rassemblement et dissémination des informations sur l'énergie, y compris la préparation de projections de l'offre et de la demande et la mise à jour périodique de l'Atlas des ressources énergétiques de l'Afrique;

c) Formation de chercheurs, d'ingénieurs et de techniciens africains dans le domaine du pétrole, du gaz naturel, du charbon, etc.; on s'efforcera d'offrir des possibilités de formation dans le cadre du programme élargi de formation et de bourses et d'obtenir l'assistance d'autres sources multilatérales et bilatérales pour la formation de type classique et pour la formation en cours d'emploi;

iii) Mise en place d'institutions: Pour favoriser la bonne application de politiques énergétiques aux échelons national et multinational en Afrique, il faut mettre en place des institutions appropriées. A cette fin, on s'efforcera:

a) d'encourager la création de la Commission africaine de l'énergie et du Fonds africain de l'énergie grâce à des études, à l'organisation de réunions de plénipotentiaires et à la mobilisation des ressources financières nécessaires;

b) d'aider les Etats membres à créer des comités nationaux et multinationaux de l'énergie sur les ressources énergétiques classiques dans toutes les sous-régions économiques africaines; et

c) de fournir l'appui nécessaire pour assurer la bonne gestion de ces institutions.

B. SOUS-PROGRAMME II: DEVELOPPEMENT INTEGRE DU SECTEUR ELECTRIQUE EN AFRIQUE

a) Textes portant autorisation des travaux

Les textes portant autorisation de ce sous-programme sont les résolutions 35/64 de l'Assemblée générale, concernant la mise en oeuvre du Plan d'action de Lagos et 35/56 ainsi que les résolutions 305(XIII), 309(XIII), 314(XIII) et 318(XIII) de la Conférence des ministres.

b) Objectifs

Les principaux objectifs de ce sous-programme sont les suivants:

i) Objectifs des organes intergouvernementaux: Développer, d'une manière intégrée, le secteur électrique en Afrique, faire des études nécessaires pour l'interconnexion des réseaux d'énergie électrique des pays voisins et assurer la production sur une petite échelle, la distribution et la consommation accrue d'énergie électrique dans les zones rurales;

ii) Objectifs généraux du secrétariat: Aider les gouvernements à formuler et à exécuter des projets, dans le cadre de la CEA, afin de répondre aux besoins en matière de production, de distribution et de transport d'énergie électrique grâce à la coopération régionale. Entreprendre des études portant sur la construction de petites et grandes usines dans les zones rurales et participer à l'élaboration de mesures propres à faciliter la production d'éléments électriques à partir de matériaux locaux, et encourager et mettre en oeuvre les activités de coopération multinationale liées à l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire.

c) Problème traité

Comme l'a fait récemment ressortir une étude, tous les gouvernements africains ne disposent pas d'une expertise dans le domaine de l'énergie électrique. Cette pénurie de personnel qualifié signifie que les gouvernements ne réussissent pas à tirer parti de l'intégration de leur plan de développement de l'électricité et de l'interconnexion des réseaux électriques dans les pays voisins. Cela suggère qu'ils ont besoin d'une assistance pour pouvoir explorer, évaluer et développer les capacités exigées dans ce domaine. Par ailleurs, il existe un besoin urgent en matière de production à petite échelle de distribution d'électricité et de consommation accrue d'énergie électrique dans les zones rurales.

d) Stratégie pour la période 1984-1989

La stratégie concernant ce sous-programme est la suivante:

i) Exploration, évaluation et mise en valeur des ressources énergétiques d'origine électrique et intégration de la planification des politiques énergétiques dans la planification globale des politiques socio-économiques: A cet égard, une assistance sera fournie, à leur demande, aux Etats membres pour leur permettre:

a) de dresser un inventaire complet et systématique de leur potentiel hydro-électrique;

b) d'interconnecter les réseaux électriques des pays voisins;

c) d'assurer la production à petite échelle, la distribution et la consommation accrue d'énergie électrique dans les zones rurales;

d) de mobiliser les ressources financières nécessaires pour la mise en valeur de l'énergie électrique;

ii) Recherche, formation et information: Les activités suivantes seront entreprises:

a) Rassemblement et dissémination de données sur l'énergie, y compris l'établissement de projections de l'offre et de la demande et la mise à jour périodique de l'Atlas des ressources énergétiques de l'Afrique et de la Carte de l'énergie électrique en Afrique;

b) Examen des possibilités de fabrication locale de pièces et composants de matériels électrique;

c) Etudes sur la possibilité de créer un institut africain de physique nucléaire;

d) Formation de chercheurs, d'ingénieurs et de techniciens africains dans le domaine de l'énergie électrique; on s'efforcera d'offrir des possibilités de formation dans le cadre du programme élargi de formation et de bourses et d'obtenir l'assistance d'autres sources multilatérales et bilatérales pour la formation de type classique et pour la formation en cours d'emploi;

iii) Mise en place d'institutions: Les activités suivantes seront entreprises:

a) Encourager la création de la Commission africaine de l'énergie et du Fonds africain de l'énergie grâce à des études, à l'organisation de réunions de plénipotentiaires et à la mobilisation des ressources financières;

b) Aider les Etats membres à créer des comités nationaux et multinationaux de l'énergie électrique.

B. SOUS-PROGRAMME III: MISE EN VALEUR ACCELEREE ET UTILISATION DES SOURCES NOUVELLES ET RENOUVELABLES D'ENERGIE EN AFRIQUE

a) Texte portant autorisation des travaux

Le texte portant autorisation de ce sous-programme est le Programme d'action de Nairobi, paragraphes 71 à 73.

b) Objectifs

Les objectifs de ce sous-programme sont les suivants:

i) Objectifs des organes intergouvernementaux: Augmenter le volume des sources nouvelles et renouvelables d'énergie en Afrique de façon à garantir un développement autochtone et autonome; diversifier les sources d'énergie et garantir de meilleures conditions de vie dans les zones rurales et dans les zones éloignées, en utilisant de façon plus appropriée toutes les sources d'énergie, notamment les sources nouvelles et renouvelables;

ii) Objectifs généraux du secrétariat: Promouvoir et mettre en oeuvre la coopération multinationale en ce qui concerne l'exploration, l'exploitation, l'évaluation, la mise en valeur et l'utilisation des sources d'énergie nouvelles et renouvelables, notamment dans les zones éloignées et dans les zones rurales;

c) Problème traité

La plupart des pays africains en développement disposent du potentiel de mise en valeur de sources d'énergie, nouvelles et renouvelables, telles que l'énergie solaire, l'énergie éolienne, l'énergie marine, le biogaz et le bois de chauffage, mais d'une façon générale il leur manque les moyens techniques et financiers qui sont nécessaires pour exploiter efficacement ces ressources. Il importe donc d'élaborer un programme d'action régional sur la recherche et la mise en valeur de sources d'énergie nouvelles et renouvelables. Dans le passé, l'une des conséquences fâcheuses de la mise en valeur des sources d'énergie en Afrique a été la concentration excessive de projets dans les zones urbaines et un manque d'intérêt correspondant pour les zones rurales. L'approvisionnement d'énergie à partir de sources nouvelles et renouvelables, dans les zones rurales et dans les zones éloignées, constitue l'une des mesures qu'il importe de prendre pour redresser le déséquilibre existant entre les zones urbaines et les zones rurales et mettre un terme au dépeuplement de ces dernières.

d) Stratégie pour la période 1984-1989. La stratégie concernant ce sous-programme est la suivante:

i) Exploration, évaluation et mise en valeur des ressources énergétiques, nouvelles et renouvelables, et intégration de la planification des politiques énergétiques dans la planification globale des politiques socio-économiques.
Une assistance sera fournie aux Etats membres pour leur permettre:

a) de dresser un inventaire complet et systématique de leurs sources d'énergie, nouvelles et renouvelables, et de créer des conditions optimales pour l'exploration, l'exploitation, l'évaluation, la distribution et l'utilisation de ces ressources;

b) de formuler des politiques énergétiques conjointes et de les intégrer dans les politiques globales de développement socio-économique et de croissance économique;

c) de mobiliser les ressources financières nécessaires pour la mise en valeur des sources d'énergie, nouvelles et renouvelables;

ii) Recherche, formation et information. Les activités suivantes seront entreprises:

a) Evaluation des possibilités de mise en valeur de l'énergie solaire, de l'énergie marine, de l'énergie géothermique, du biogaz et de l'énergie éolienne en Afrique;

b) Rassemblement et dissémination de données sur les sources d'énergie, nouvelles et renouvelables, y compris l'établissement de projections de l'offre et de la demande et la mise à jour périodique de l'Atlas des ressources énergétiques de l'Afrique;

c) Création de centres de démonstration du matériel utilisé pour l'énergie solaire, l'énergie éolienne et la biomasse dans toutes les sous-régions africaines;

d) Organisation, à l'intention d'experts africains, de voyages d'études dans les pays, notamment les pays en développement, ayant une expérience de l'utilisation des sources d'énergie, nouvelles et renouvelables;

e) Formation de chercheurs, d'ingénieurs et de techniciens africains dans le domaine de l'énergie solaire, de l'énergie géothermique, du biogaz, de l'énergie éolienne, etc.; on s'efforcera d'offrir des possibilités de formation dans le cadre du programme élargi de formation et de bourses et d'obtenir l'assistance d'autres sources multilatérales et bilatérales pour la formation de type classique et pour la formation en cours d'emploi;

iii) Mise en place d'institutions. Pour favoriser la bonne application de politiques énergétiques aux échelons national et multinational en Afrique, il faut mettre en place les institutions appropriées.

Les activités suivantes seront entreprises à cette fin:

a) Encourager la création du centre régional africain de l'énergie solaire;

b) Aider les Etats membres à créer des comités nationaux et multinationaux de l'énergie, ainsi que des comités techniques d'experts sur les sources d'énergie, nouvelles et renouvelables, dans toutes les sous-régions économiques de l'Afrique; et

c) Fournir l'appui nécessaire pour assurer la bonne gestion de ces institutions.

B. Activités connexes prévues dans d'autres chapitres du plan à moyen terme

Outre les activités entreprises au titre d'autres programmes du présent chapitre et auxquelles le présent programme se rapporte comme il convient, les activités connexes ci-après sont reflétées dans la partie du plan relative à la CEA. Le sous-programme de l'agriculture de la Division mixte CEA/FAO de l'agriculture mentionne des activités portant sur la mise en valeur, l'exploitation et la conservation des ressources forestières et sur le développement intégré des zones rurales, activités liées à celles relatives à la biomasse et à la mise en valeur de l'énergie hydro-électrique. La Division mixte CEA/ONUDI de l'industrie exécute des projets portant sur divers secteurs industriels, notamment l'exploitation du charbon et des hydrocarbures, ou des projets en matière d'énergie liés à la fabrication de matériel solaire et électrique ou au transfert de techniques industrielles. Dans le domaine de la science et de la technique, les activités liées à l'énergie portent notamment sur l'exécution de projets relatifs à la mise au point et à la diffusion de techniques répondant aux problèmes et aux besoins de la population rurale, sur des techniques adaptées aux zones rurales, l'utilisation de l'énergie solaire, la mise en valeur du biogaz et la construction de petites centrales hydro-électriques. Le programme commercial et financier international comprend de nombreux aspects liés à des éléments du sous-programme concernant l'énergie - en particulier la mise en place de divers groupements économiques sous-régionaux et la coopération entre ces groupements. La division des transports, des communications et du tourisme a des activités portant sur la mise en valeur des voies d'eau intérieures et l'utilisation des ressources en eau, liées à des projets dans le domaine des sources d'énergie, nouvelles et renouvelables. Le PADIS, système de collecte, d'exploitation et de diffusion d'informations comprend un élément énergétique bien défini, axé sur tous les secteurs susmentionnés. Lorsqu'on élaborera des projets de programmes spécifiques au titre de chaque exercice biennal, il conviendra de prévoir de manière explicite la coordination des activités de ces programmes avec les activités connexes prévues dans d'autres chapitres du plan à moyen terme.

C. Activités connexes entreprises par d'autres organismes des Nations Unies

Un certain nombre d'institutions spécialisées et d'organisations poursuivent des activités se rapportant au domaine de l'énergie dans la région de l'Afrique; on mentionnera, notamment, les inventaires des ressources énergétiques dressés par l'Agence internationale de l'énergie atomique (gisements d'uranium) et par l'Organisation météorologique mondiale (inventaire des ressources d'énergie solaire et éolienne). En ce qui concerne la mise en valeur des ressources énergétiques (y compris la planification), l'ONUDI exécute des projets portant sur la mise en valeur du méthane (en Afrique de l'Est) et de la biomasse et sur la production de bois de chauffage et de charbon de bois; le PNUD contribue à l'exploitation de l'énergie géothermique et solaire, ainsi qu'à celle des schistes bitumineux et des sables asphaltiques dans plusieurs pays africains; la Banque mondiale est également active dans ces domaines. La FAO participe à la mise au point des techniques de bioconversion, à des programmes relatifs au bois de chauffage et à la fabrication de charbon de bois. L'OIT, l'UNESCO, l'AIEA, l'OMM et la FAO organisent ou parrainent des activités de formation dans le domaine de l'énergie. Le transfert de technologie et l'échange d'informations constituent également une activité très importante pour des organismes comme l'Université des Nations Unies et l'UNESCO. L'OIT effectue des recherches sur les incidences sociales des programmes de mise en valeur du pétrole, sur les besoins des zones rurales en combustible, sur le rôle des femmes et sur diverses techniques d'exploitation des ressources énergétiques. Il conviendrait, lorsqu'on prévoit des activités spécifiques au titre des budgets-programmes de chaque exercice biennal, de prendre des dispositions précises pour assurer la coordination des activités de ces programmes avec les activités connexes entreprises par d'autres organismes des Nations Unies.

D. Organisation

Organes intergouvernementaux compétents: Les travaux du secrétariat relatifs à ce programme sont examinés chaque année par la Conférence des ministres de la CEA. Un projet du présent plan a été examiné à la dernière réunion de la Conférence, qui a eu lieu du 6 au 10 avril 1981.

Secrétariat: L'unité administrative du secrétariat qui est chargée de ce programme est le Groupe des ressources énergétiques (Division des ressources naturelles de la CEA), qui, en janvier 1982, comptait trois postes d'administrateur approuvés.

PROGRAMME: AFFAIRES MARINES EN AFRIQUE

Le texte suivant est une révision du plan présenté antérieurement à sa vingt-deuxième session par le Comité du programme et de la coordination. On notera également que, durant la première partie de sa vingt-troisième session, ce Comité, après avoir examiné la reformulation du plan à moyen terme, a recommandé que la question des affaires marines soit révisée dans le cadre de la révision habituelle du plan à moyen terme pour la période 1984-1989 et que les révisions soient présentées au Comité, à sa vingt-quatrième session et ii) que toutes les commissions régionales compétentes y participent".

Textes portant autorisation de la révision

Les textes généraux portant autorisation sont ceux indiqués antérieurement, à l'exception des quelques modifications qui leur ont été apportées à la suite de l'adoption de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et de la résolution 478(XVIII) de la Conférence des ministres de la CEA adoptée en mai 1983.

A. Sous-programmes

SOUS-PROGRAMME I: DEVELOPPEMENT DES MOYENS (MAIN-D'OEUVRE, TECHNOLOGIE ET INSTITUTIONS) POUR L'EXPLORATION, L'EXPLOITATION ET LA GESTION DES RESSOURCES DE LA MER

a) Textes portant autorisation

Les textes portant autorisation de ce sous-programme sont la résolution 37/66 de l'Assemblée générale, paragraphe 7, 34/20 ainsi que les résolutions 332(XIV), 340(XIV) et 478(XVIII) de la CEA.

b) Objectifs

Les objectifs de ce sous-programme sont les suivants:

i) Objectif des organes intergouvernementaux: encourager les moyens d'exploration, d'exploitation, de mise en valeur et de gestion des ressources biologiques et non biologiques de la mer dans la poursuite du développement socio-économique autonome et auto-entretenu de l'Afrique et sensibiliser les responsables aux possibilités de développement de ces moyens, en appliquant par exemple les dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer;

ii) Objectif général du secrétariat: aider les Etats membres à développer leurs moyens d'exploration, d'exploitation, de mise en valeur, d'utilisation et de gestion de leurs ressources marines et à identifier les possibilités de mettre au point ces moyens, grâce notamment à l'application des dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, de façon à favoriser leur développement social et économique.

c) Problème traité

Les océans et les mers qui entourent le continent africain abondent en ressources biologiques et non biologiques telles que le poisson, le pétrole et les minerais métalliques et industriels. Toutefois, la plupart des pays africains ne disposent pas de la main-d'oeuvre, de la technologie et des institutions nécessaires à l'exploration, l'exploitation, la mise en valeur, l'utilisation intégrale et la gestion de ces ressources. En conséquence, nombre de pays africains doivent encore prendre des mesures pour identifier les multiples occasions qui leur sont offertes dans le cadre des dispositions de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer.

d) Stratégie pour la période 1984-1989

D'ici à la fin de 1988, certains travaux préliminaires relatifs à l'étude des moyens nationaux d'exploration, d'exploitation, de mise en valeur, d'utilisation et de gestion des ressources marines auront commencé.

Durant la période 1984-1989, les Etats membres et les institutions multinationales recevront une assistance pour la gestion de leurs ressources et la mise en place d'un appareil de coordination des programmes ou des activités.

Les efforts seront intensifiés de façon à jeter les bases solides d'accords de coopération portant sur l'harmonisation des programmes et des activités en convoquant des réunions intergouvernementales et des réunions régionales africaines sur des thèmes ayant trait, entre autres, aux activités de l'Autorité internationale des fonds marins.

Une assistance sera fournie aux Etats membres et aux institutions intergouvernementales à l'appui de leurs programmes de formation et de recherche. Elle le sera, le cas échéant, en coopération avec le programme de la science et de la technologie et le sous-programme de cartographie et de télédétection qu'exécute la Division des ressources naturelles.

En particulier, seront organisés, selon que de besoin, des stages de formation, des séminaires, des stages d'études pratiques, des voyages d'études et des missions sur le terrain qui contribueront à renforcer les institutions nationales, multinationales et régionales chargées d'encourager le développement des moyens de prospection, d'exploitation, de mise en oeuvre et d'utilisation des ressources de la mer. Une assistance sera également accordée pour faciliter l'établissement de répertoires des ressources marines et fournir des renseignements sur les programmes nationaux, sous-régionaux, régionaux et mondiaux de coopération technique dans le domaine de la recherche scientifique marine et de la surveillance des mers.

D'ici à la fin de 1985 paraîtra une publication technique préliminaire sur les moyens dont disposent les pays africains en matière d'exploration, d'exploitation, de mise en valeur et d'utilisation des ressources marines. On prévoit que d'ici à la fin de 1989, des études préliminaires sur la conclusion d'accords nationaux et multinationaux relatifs au développement de la science et de la technique marines auront été effectuées. On pense aussi que, d'ici là, un réseau régional d'institutions de formation et de recherche dans les domaines de l'océanographie biologique, de l'océanographie chimique, de l'océanographie physique, de la géologie marine et du génie océanologique aura été mis en place.

SOUS-PROGRAMME II: POLITIQUES ET LEGISLATION EN MATIERE DE RESSOURCES DE LA MER

a) Textes portant autorisation des travaux

Les textes portant autorisation de ce sous-programme sont la résolution 37/66 de l'Assemblée générale et la résolution 478(XVIII) de la CEA.

b) Objectifs

Les objectifs de ce sous-programme sont:

i) Objectif des organes intergouvernementaux: Renforcer les politiques ainsi que les dispositions législatives relatives à l'exploration, l'exploitation, la mise en valeur, l'utilisation et la gestion des ressources de la mer;

ii) Objectif général du secrétariat: Aider les Etats membres à mettre au point et à renforcer le mécanisme de formulation des politiques et des lois, en ce qui concerne les ressources marines, afin d'assurer, entre autres, la mise en valeur et l'utilisation de ces ressources.

Problème traité

En vertu de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, un cadre général de réglementation de tous les espaces océaniques a été mis en place. Dans ses limites, comme l'introduction au texte officiel de la Convention le stipule, les limites de la juridiction nationale ont été fixées en ce qui concerne l'espace océanique, l'accès à la mer, la navigation, la protection et la préservation du milieu marin, l'exploitation des ressources biologiques et non biologiques et leur conservation, la recherche scientifique, l'exploitation minière des fonds marins et le règlement des différends. Les dispositions offrent également aux Etats membres de nouvelles possibilités de développement économique. Toutefois, de nombreux Etats africains ne disposent guère à ce jour de politiques et d'instruments appropriés tels que les lois et réglementations nécessaires pour en assurer la mise en oeuvre. Il faut également accorder une attention particulière aux mesures permettant de suivre et de contrôler les violations possibles de la Convention et l'exploitation abusive de leurs ressources marines. Il s'agit là d'un défi que tous les pays, notamment les pays africains qui font partie à la Convention, doivent relever. Les Etats membres auront donc besoin de renseignements et d'aide non seulement pour mieux se rendre compte de l'ampleur du problème et se familiariser avec les avantages susceptibles d'être tirés d'une action ponctuelle, mais aussi pour mettre au point, formuler et renforcer à cet effet leurs propres politiques, lois et réglementations.

c) Stratégie pour la période 1984-1989

D'ici à la fin de 1988, des travaux préliminaires relatifs à l'étude des lois nationales régissant l'exploration, l'exploitation, la mise en valeur et l'utilisation des ressources marines, auront été entrepris.

Durant la période 1984-1989, une assistance sera fournie aux Etats membres sous la forme de réunions intergouvernementales et autres conférences régionales qui jetteront les bases solides de la mise au point d'accords de coopération pour l'harmonisation des politiques et des dispositions législatives ayant trait, entre autres, à la recherche marine, au transfert de technologie, à la mise en valeur et à la commercialisation des ressources y compris leur utilisation, l'exploitation minière des fonds marins et la protection du milieu. Cette assistance sera fournie, le cas échéant, en collaboration avec le programme de la science et de la technique, le programme de l'environnement et le sous-programme de la cartographie et de la télédétection de la CEA.

Des séminaires, des stages d'études pratiques et des missions sur le terrain seront organisés pour favoriser une meilleure compréhension de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et donner un aperçu du processus juridique et du processus d'élaboration des politiques que comporte la mise en valeur des ressources de la mer.

D'ici à la fin de 1985, aura paru une publication technique sur la législation nationale africaine susmentionnée, y compris des recommandations en vue de l'adoption des mesures qui s'imposent.

D'ici au milieu de la période ou même plus tôt, une assistance technique sera fournie, à leur demande, aux Etats membres pour l'élaboration d'un cadre et d'un mécanisme juridiques destinés à faciliter la conduite des activités marines. Des directives législatives sur la recherche marine, l'exploitation minière des fonds marins, la mise en valeur, la commercialisation et l'utilisation des ressources, et le transfert de technologie seront préparées à mesure que les priorités le dictent, et communiquées aux pays de la région.

B. Organisation

Examen par les organes intergouvernementaux: Les travaux entrepris par le secrétariat dans le cadre de ce programme sont examinés par la Conférence des ministres de la CEA qui se réunit tous les ans. Ce plan n'a pas été examiné par l'une ou l'autre des deux institutions susmentionnées.

Secrétariat: La section du secrétariat chargée de ce programme est la section des ressources de la mer qui, au 1er janvier 1982, n'avait aucun poste d'administrateur.

ANNEXE III

Révision de fond d'un sous-programme existant

PROGRAMME 3. QUESTIONS ET POLITIQUES RELATIVES AU DEVELOPPEMENT EN AFRIQUE (CEA)

Le texte qui suit est une révision du plan présenté dans les paragraphes 10.81 à 10.92 du Plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6).

A. Texte portant autorisation de la révision (y compris une brève description de toutes les modifications organisationnelles connexes).

Le texte portant autorisation de tout le programme sur les questions et politiques relatives au développement demeure le même que pour le plan existant.

B. SOUS-PROGRAMME I: ANALYSE, PLANIFICATION ET PROJECTIONS SOCIO-ECONOMIQUES

a) Textes portant autorisation des travaux

10.81 Les textes portant autorisation de ce sous-programme sont les suivants: résolution 3508(XXX) de l'Assemblée générale, résolutions 368(XIV), 257(XII), 260(XII), 332(XIV), 384(XV), 398(XV) de la Commission sur le Plan d'action de Lagos et les résolutions 404(XVI), 460(XVIII) et 470(XVIII).

b) Objectifs

10.82 Les objectifs de ce sous-programme sont les suivants:

i) Objectifs des organes intergouvernementaux: procéder à un examen continu de la situation économique et sociale de la région africaine et entreprendre des examens prospectifs périodiques en vue d'identifier les mesures qui conviennent pour traiter des problèmes socio-économiques à court et moyen terme ainsi que d'autres moyens de mettre en oeuvre le Plan d'action de Lagos.

ii) Objectifs généraux du secrétariat: procéder à une évaluation continuelle de la situation économique et sociale des pays africains et aider les Etats membres à créer et à améliorer leurs propres mécanismes nationaux destinés à l'examen et à l'évaluation des politiques et programmes de développement; mettre au point les techniques de planification et de programmation relatives à la planification sectorielle, à la prévision à court terme, à la coordination régionale et sous-régionale des plans, et à une planification ponctuelle destinée à résoudre des problèmes spécifiques.

iii) Objectifs secondaires du secrétariat à délai limité: préparer l'étude annuelle des conditions économiques et sociales en Afrique et entreprendre tous les cinq ans une étude prospective aux niveaux régional, sous-régional et national afin d'élaborer une méthode d'évaluation du degré d'exécution du Plan d'action de Lagos dans la région africaine.

c) Problème traité

10.83 La formulation et l'exécution de programmes de développement efficaces sont encore entravées par l'absence d'informations sur la situation économique et sociale actuelle des différents Etats membres et de l'ensemble de la région africaine. Il n'est possible d'améliorer les politiques existantes qu'en se fondant sur une évaluation globale de la situation économique et sociale. En outre, il importe de renforcer les institutions chargées de la gestion et de la planification économiques qui répondent à peine aux exigences des systèmes de planification du développement des pays africains. Ce renforcement s'impose non seulement au niveau macro-économique mais aussi dans des domaines vitaux tels que ceux de la population et des ressources humaines, de l'alimentation, de l'énergie, de l'industrie, du transport, du commerce extérieur et des finances.

d) Stratégie pour la période 1986-1989

10.84 Les activités de ce sous-programme sont de caractère continu. Au cours de la période du plan, l'Etude des conditions économiques et sociales en Afrique sera publiée chaque année. Tous les deux ans, l'Etude servira de base à l'examen et à l'évaluation de l'application de la Stratégie internationale du développement pour les années 80 et du Plan d'action de Lagos. On élargira le champ des études existantes pour couvrir un plus grand nombre de pays africains et traiter des sujets suivants: utilisation des indicateurs sociaux dans la planification; analyse sectorielle pour la plupart des pays africains; coopération sous-régionale et régionale en matière de planification; systèmes de prévision et de clignotants dans les différents pays en vue de prévoir les fluctuations à court terme, les goulets d'étranglement et les diverses perturbations affectant leurs économies, et de prendre des mesures destinées à les neutraliser.

C. SOUS-PROGRAMME II: PROBLEMES BUDGETAIRES, MONETAIRES ET FINANCIERS
A L'ECHELON NATIONAL

a) Textes portant autorisation des travaux

10.85 Les textes portant autorisation de ce sous-programme sont la résolution 2626(XXV) de l'Assemblée générale et les résolutions 238(XI) et 398(XV) de la Commission;

b) Objectifs

10.86 Les objectifs de ce sous-programme sont les suivants:

i) Objectifs des organes intergouvernementaux: mieux comprendre l'action réciproque des mécanismes budgétaires et monétaires et des mouvements de la balance des paiements; élaborer des politiques budgétaires, monétaires et financières judicieuses propres à assurer une utilisation optimale des ressources financières affectées au développement;

ii) Objectifs généraux du secrétariat: donner des informations sur la situation budgétaire et monétaire des différents pays et en faire l'analyse, en prenant notamment en considération la balance des paiements et en mettant l'accent sur la nécessité d'améliorer les institutions financières nationales en vue d'intégrer le secteur rural dans l'économie.

c) Problème traité

10.87 Dans les pays africains, le volume des ressources financières destinées au développement est généralement insuffisant; en outre, les politiques budgétaires et monétaires ne fournissent pas toutes les incitations nécessaires à une utilisation optimale des ressources existantes. D'autre part, les institutions financières ne sont pas conçues pour mettre les gouvernements en garde contre les difficultés éventuelles et ne répondent pas aux besoins des habitants des zones rurales, qui constituent la majorité de la population.

d) Stratégie pour la période 1986-1989

10.88 Des recherches seront menées sur les questions suivantes: Efficacité des instruments traditionnels de gestion monétaire en Afrique et relations entre le marché monétaire autochtone et le marché monétaire moderne; écarts entre le crédit agricole et la mobilisation des ressources dans les zones rurales; relations entre les politiques budgétaire, monétaire et la balance des paiements; financement du logement et des industries. On prévoit aussi d'examiner, d'évaluer et, éventuellement, de proposer des moyens d'améliorer l'assiette de l'impôt dans un certain nombre de pays africains.

D. SOUS-PROGRAMME III: PAYS LES MOINS AVANCÉS

a) Textes portant autorisation des travaux

10.89 Les textes portant autorisation de ce sous-programme sont les suivants: résolutions 36/194, 34/203 et 34/210 de l'Assemblée générale; 35/69, 37/224, 37/133, 37/245; résolutions 238(XI), 353(XIV), 397(XV), 461(XVIII), 487(XVIII) et 482(XVIII) de la Commission; rapport de la Conférence sur les problèmes et perspectives des pays africains les moins avancés (mars 1980); et chapitre X du Plan d'action de Lagos;

b) Objectifs

10.90 Les objectifs de ce sous-programme sont les suivants:

i) Objectifs des organes intergouvernementaux: faire des efforts concertés pour arrêter les priorités, suivre régulièrement et évaluer les progrès tendant au développement des pays les moins avancés; et intensifier les efforts visant à élaborer des mesures pratiques qui permettront de mobiliser les ressources intérieures afin d'assurer un meilleur développement économique;

ii) Objectifs généraux du secrétariat: évaluer et examiner l'application du nouveau programme substantiel d'action en faveur des pays les moins avancés de la région africaine.

c) Problème traité

10.91 Les pays africains les moins avancés connaissent une situation particulièrement difficile car ils sont pour la plupart situés dans des zones sujettes à la sécheresse et n'ont pas de littoral. Au cours des années 70, leur développement économique a été inférieur à la moyenne en Afrique et s'est caractérisé par la stagnation et, dans certains cas, par une régression. Leurs perspectives sont sombres à moins que leurs politiques de développement ne soient améliorées de façon considérable et qu'ils n'obtiennent une aide beaucoup plus importante.

d) Stratégie pour la période 1986-1989

Les pays africains les moins avancés bénéficieront d'une assistance technique pour leur permettre de réaliser une croissance et un développement économiques autonomes et auto-entretenus, en collaboration avec les organismes principaux, dans tous les aspects de l'application du nouveau programme substantiel d'action et, notamment, pour qu'ils puissent: a) entreprendre, à la demande des gouvernements, des études destinées à leur faciliter la mobilisation de ressources intérieures au service du développement; b) renforcer la structure de planification pour l'évaluation et la mise en oeuvre de leurs projets nationaux; et c) mettre en place des mécanismes nationaux de suivi pour l'examen et la surveillance continue de la mise en oeuvre du nouveau programme substantiel d'action.

Légères modifications rédactionnelles

PROGRAMME. QUESTIONS ET POLITIQUES RELATIVES AU DEVELOPPEMENT EN AFRIQUE (CEA)

SOUS-PROGRAMME I: ANALYSE, PLANIFICATION ET PROJECTIONS SOCIO-ECONOMIQUES

Les modifications suivantes sont proposées pour le texte du Plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6).

1. a) Paragraphe 10.82b) Texte initial

10.82 Les objectifs de ce sous-programme sont les suivants:

Objectifs généraux du secrétariat: Procéder à une évaluation continue de la situation économique et sociale des pays africains et aider les Etats membres de la Commission à créer et à améliorer leurs propres mécanismes nationaux destinés à l'examen et à l'évaluation des politiques et programmes de développement; identifier les mesures de politiques appropriées et mettre au point les techniques de planification et de programmation relatives à la planification sectorielle, à la coordination régionale et sous-régionale des plans et à une planification ponctuelle destinée à résoudre des problèmes spécifiques.

c) Révisions proposées

i) Objectifs des organes intergouvernementaux: Passer continuellement en revue la situation économique et sociale de la région africaine et entreprendre périodiquement des examens prospectifs en vue d'identifier les mesures appropriées qui permettront de résoudre les problèmes socio-économiques à court et moyen termes ainsi que d'autres moyens de mettre en oeuvre le Plan d'action de Lagos.

ii) Objectifs secondaires du secrétariat à délai limité: Etablir l'Etude annuelle des conditions économiques et sociales en Afrique et entreprendre tous les cinq ans une étude prospective aux niveaux régional, sous-régional et national en vue d'élaborer et d'évaluer le degré d'exécution du Plan d'action de Lagos dans la région africaine.

2. a) Paragraphe 10.84b) Texte initial

10.84 Les activités de ce sous-programme sont de caractère continu. Au cours de la période du plan, l'Etude des conditions économiques et sociales en Afrique sera publiée chaque année. Tous les deux ans, l'Etude servira de base à l'examen

et à l'évaluation de l'application de la Stratégie internationale du développement pour les années 80 et du Plan d'action de Lagos. On élargira le champ des études existantes pour couvrir un plus grand nombre de pays africains et traiter les sujets suivants: utilisation des indicateurs sociaux dans la planification; analyse sectorielle pour la plupart des pays africains; coopération sous-régionale et régionale en matière de planification; systèmes de prévision et de clignotants dans les différents pays en vue de prévoir les fluctuations à court terme, les goulets d'étranglement et les diverses perturbations affectant leurs économies et de prendre des mesures destinées à les neutraliser;

c) Révisions proposées

- La deuxième phrase est libellée comme suit:

"Tous les deux ans, l'Etude servira de base à l'examen et à l'évaluation de l'application de la Stratégie de Monrovia pour la région africaine dans la Stratégie internationale du développement pour les années 80 et du Plan d'action de Lagos.

- La troisième phrase est libellée comme suit:

"On élargira le champ des études existantes pour couvrir un plus grand nombre de pays africains et traiter les sujets suivants: utilisation des indicateurs sociaux dans la planification; analyse sectorielle, modélisation et planification pour la plupart des pays africains; coopération sous-régionale et régionale en matière de planification; systèmes de prévision et de clignotants dans les différents pays en vue de prévoir les fluctuations à court terme, les goulets d'étranglement et les diverses perturbations affectant leurs économies et de prendre des mesures destinées à les neutraliser; et études prospectives périodiques".

d) Raisons justifiant les révisions proposées

- Dans la deuxième phrase, on a ajouté la Stratégie de Monrovia pour la région africaine car elle est énoncée dans la plupart des nouvelles résolutions.
- Dans la troisième phrase, certains termes ont été ajoutés pour exprimer non seulement l'analyse sectorielle mais aussi la modélisation et la planification sectorielles et les études prospectives périodiques en tant que stratégies recommandées par la résolution 470(XVIII) de la Commission.

SOUS-PROGRAMME II: PROBLEMES BUDGETAIRES, MONETAIRES ET FINANCIERS AU NIVEAU NATIONAL

Il est proposé d'apporter les modifications suivantes au texte du Plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6)

a) paragraphe 10.88

b) Texte initial

10.88 Des recherches seront menées sur les questions suivantes: efficacité des instruments traditionnels de la gestion monétaire en Afrique et relations entre le marché monétaire autochtone et le marché monétaire moderne; écarts entre le crédit agricole et la mobilisation de ressources dans les zones rurales; relations entre les politiques budgétaire, monétaire et de balance des paiements; financement du logement et des industries. On prévoit aussi d'examiner, d'évaluer et, éventuellement, de proposer les moyens d'améliorer l'assiette de l'impôt dans un certain nombre de pays africains.

c) Révisions proposées

Ajouter le texte suivant

"Les études suivantes sont également envisagées: a) Analyse et évaluation du volume et de la structure de l'épargne du secteur des ménages, du secteur public (gestion intérieure de la dette publique) et du secteur des sociétés; b) politiques de dévaluation, de taux de change, structures des taux d'intérêt, institutions financières organisant le financement à court et à long terme".

d) Raisons justifiant les révisions proposées:

- Cette légère modification apportée au plan en cours s'impose afin de mieux définir les activités qui seront proposées dans le budget-programme 1988-1989, compte tenu du fait que les éléments du programme figurant dans le plan en cours d'exécution auront été réalisés d'ici à 1987.

SOUS-PROGRAMME III: PAYS LES MOINS AVANCES

Il est proposé d'apporter les modifications suivantes au texte du Plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6).

1. a) Paragraphe 10.90

b) Texte initial

Les objectifs de ce sous-programme sont les suivants:

i) Objectif des organes intergouvernementaux: Faire des efforts concertés pour accélérer le développement des pays les moins avancés;

ii) Objectifs généraux du secrétariat: Evaluer et examiner l'application du nouveau programme substantiel d'action en faveur des pays les moins avancés de la région africaine.

c) Révisions proposées

i) Objectifs des organes intergouvernementaux: Faire des efforts concertés pour arrêter les priorités, suivre régulièrement et évaluer les progrès tendant au développement des pays les moins avancés; et intensifier les efforts visant à élaborer des mesures pratiques qui permettront de mobiliser des ressources intérieures afin d'assurer un meilleur développement économique;

ii) Objectifs généraux du secrétariat: Evaluer et examiner l'application du nouveau programme substantiel d'action en faveur des pays les moins avancés de la région africaine.

d) Raisons justifiant les révisions proposées

Améliorations rédactionnelles et ajouts reflétant les objectifs des nouvelles résolutions relatives aux pays les moins avancés.

2. a) Paragraphe 10.92

b) Texte initial

Il est prévu de continuer à faire des études approfondies sur l'économie des pays les moins avancés. Les arrangements d'ordre institutionnel concernant les mesures qui font suite à la Conférence des Nations Unies de 1981, sur les pays les moins avancés auront été pris en vue de permettre de suivre, d'examiner et d'évaluer périodiquement l'application du nouveau programme substantiel d'action. Une assistance technique - appui fonctionnel et services consultatifs - sera dispensée en matière de planification, de programmation et d'élaboration de projet.

c) Révision proposée

Une troisième phrase sera ajoutée à l'ancien texte et libellée comme suit:

Les pays africains les moins avancés bénéficieront d'une assistance technique pour leur permettre de réaliser une croissance et un développement économiques

autonomes et auto-entretenus, en collaboration avec les organismes principaux dans tous les aspects de l'application du nouveau programme substantiel d'action et, notamment, pour qu'ils puissent: a) entreprendre, à la demande des gouvernements, des études destinées à leur faciliter la mobilisation de ressources intérieures au service du développement; b) renforcer la structure de planification pour l'évaluation et la mise en oeuvre de leurs projets nationaux; et c) mettre en place des mécanismes nationaux de suivi pour l'examen et la surveillance continue de la mise en oeuvre du nouveau programme substantiel d'action;

d) Raisons justifiant la révision proposée

Réaliser les nouveaux objectifs et les nouvelles stratégies des nouvelles résolutions 481(XVIII) et 482(XVIII) de la Commission.

Légères modifications rédactionnelles

SOUS-PROGRAMME IV: POLITIQUES, INSTITUTIONS ET ASSISTANCE TECHNIQUE POUR LA COOPERATION ECONOMIQUE

Il est proposé d'apporter les modifications suivantes au texte du Plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (1/37/6).

1. a) Paragraphe 10.93

b) Texte initial

10.93 Les textes portant autorisation de ce sous-programme sont les résolutions 3517(XXX) et 33/134 de l'Assemblée générale, les résolutions 221(XI), 241(XI), 246(XI), 256(XII), 296(XIII), 311(XIII) et 355(XIV) de la Conférence des ministres, et le Plan d'action de Lagos d'avril 1980.

c) Révision proposée

Les textes portant autorisation de ce sous-programme sont les résolutions 33/134, 33/202 et 37/138 de l'Assemblée générale, le Plan d'action et l'Acte final de Lagos (document A/S-11/14, Annexes I et II), les résolutions 418(XVI), 450(XVII), 468(XVIII) et 479(XVIII) de la Commission économique pour l'Afrique.

d) Raisons justifiant la révision proposée

Les textes portant autorisation des travaux, qui sont cités dans le texte révisé, sont beaucoup plus récents et donnent des directives actualisées. De plus, il faut citer le document AG relatif au Plan d'action et à l'Acte final de Lagos. Les anciennes références ont été supprimées.

2. a) Paragraphe 10.94 i)

b) Texte initial

10.94 i) Objectifs des organes intergouvernementaux: créer et entretenir un mécanisme intergouvernemental viable permettant une coopération économique aux niveaux sous-régional, régional et interrégional; renforcer l'autonomie collective chez les pays africains et s'efforcer de créer une communauté économique africaine.

c) Révisions proposées

Objectifs des organes intergouvernementaux: Encourager et soutenir la création d'une communauté économique africaine; favoriser l'harmonisation des programmes de coopération économique des différentes organisations intergouvernementales africaines à la fois entre elles et avec celles des MULPOC afin d'accélérer le rythme de création des communautés économiques sous-régionales et, en fin de compte, d'une communauté économique régionale d'ici à l'an 2000; créer et entretenir un mécanisme intergouvernemental viable permettant une coopération économique et technique aux niveaux sous-régional, régional et interrégional, pour renforcer l'autonomie collective chez les pays africains et entre les pays africains et les autres pays en développement.

d) Raisons justifiant les révisions proposées

L'objectif fondamental du Plan d'action de Lagos, y compris l'Acte final de Lagos, reçoit la priorité qu'il mérite. Une reconnaissance explicite est donnée à l'importance croissante de la coopération économique et technique interrégionale comme l'ont affirmée les récentes résolutions qui ont été ajoutées au paragraphe révisé 10.93 ci-dessus.

3. a) Paragraphe 10.94 iii)

b) Texte initial

10.94 iii) Objectifs secondaires des organes intergouvernementaux à délai limité: Harmoniser, entre eux et avec ceux des MULPOC, les programmes de coopération économique mis en oeuvre par les différentes organisations intergouvernementales africaines;

c) Révisions proposées

Objectif secondaire des organes intergouvernementaux à délai limité: contribuer à l'harmonisation des programmes de coopération économique des différentes organisations intergouvernementales africaines, tant entre eux qu'avec ceux des MULPOC, afin d'accélérer le rythme de création des communautés économiques sous-régionales et, en fin de compte, d'une communauté économique régionale d'ici à l'an 2000.

d) Raisons justifiant les révisions proposées

Nécessité d'incorporer dans les objectifs des organes intergouvernementaux la présente décision visant à rationaliser les arrangements de coopération économique conclus dans les différentes sous-régions en tant qu'étape aboutissant à la création d'une communauté économique africaine d'ici à l'an 2000 et d'exprimer le rôle du secrétariat dans cette tâche.

4. a) Paragraphe 10.97

b) Texte initial

10.97 La CEA poursuivra l'exécution de projets de coopération économique et technique au niveau sous-régional.

c) Révision proposée

La CEA poursuivra l'exécution de projets de coopération économique et technique aux niveaux sous-régional, régional et interrégional.

d) Raisons justifiant la révision proposée

Aligner le texte sur les récentes dispositions portant autorisation des travaux en y ajoutant les dimensions régionale et interrégionale.

PROGRAMME 3. STATISTIQUES EN AFRIQUE (CEA)

A. Sous-programme

Révision de l'ordre d'un sous-programme existant

PROGRAMME 3. STATISTIQUES EN AFRIQUE (CEA)

Le texte qui suit est une révision du plan présenté dans les paragraphes 22.62 à 22.77 du Plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6).

A. Textes portant autorisation de la révision (y compris une brève description de tout organigramme y relatif).

Décisions prises à la deuxième session de la Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains, et résolution 469(XVIII) de la Commission.

B. SOUS-PROGRAMME I: DEVELOPPEMENT STATISTIQUE

a) Textes portant autorisation des travaux

22.62 Les textes portant autorisation des travaux de ce sous-programme sont les résolutions 2054(LXII), 2061(LXII), 2124(LXIII), 1979/5, 1979/33 et 1979/49 du Conseil économique et social, les résolutions 230(XIV), 359(XIV), 368(XIV), 377(XV), 401(XV) et 469(XVIII) de la Commission, les rapports de la première et de la deuxième session de la Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains (E/CN.14/740 et E/ECA/CM.8/22), et la résolution 35/64 de l'Assemblée générale relative au Plan d'action et à l'Acte final de Lagos (A/S-11/14, annexe 1).

b) Objectifs

22.63 Les objectifs de ce programme sont les suivants:

i) Objectifs des organes intergouvernementaux: aider les gouvernements africains à développer ou à améliorer les statistiques nationales et internationales, à former du personnel qualifié pour les services africains de statistique dans les secteurs public et privé et à renforcer et assurer le fonctionnement de l'infrastructure statistique dans la région;

ii) Objectifs généraux du secrétariat: mettre au point un cadre régional d'information statistique permettant de procéder à des analyses, d'appuyer les activités destinées à améliorer l'utilisation des statistiques au service du développement et d'élargir le champ des recommandations internationales pour y inclure des directives sur l'analyse et l'application des données.

c) Problème traité

22.64 On constate des différences considérables entre les pays dans la mise au point de leurs infrastructures statistiques. Nombre d'entre eux ne disposent pas encore de statistiques à jour, fiables ou détaillées. Par exemple, fin décembre 1982, aucune donnée officielle pour 1980 n'était disponible pour 18 pays de la région sur les agrégats des comptes nationaux et les statistiques du commerce extérieur. En ce qui concerne les statistiques industrielles, le nombre de pays pour lesquels on disposait de données variat avec les éléments de données; les données pour 1980, les données sur l'emploi et les salaires étaient disponibles pour sept et neuf pays respectivement; sur la valeur ajoutée et la formation brute de capital pour huit et cinq pays respectivement et sur la consommation d'électricité pour 36 pays de la région. Les ressources consacrées à l'amélioration des statistiques ne sont pas suffisantes. Une bonne partie du personnel local qualifié quitte les services de statistiques nationaux après avoir acquis quelques années d'expérience ou s'oriente vers d'autres domaines immédiatement après avoir été formé. On a un besoin urgent d'informations statistiques à l'usage du secteur public et pour évaluer et suivre régulièrement l'évolution qui se dessine dans la région africaine relativement à la Stratégie internationale du développement, au Plan d'action de Lagos et à l'Acte final de Lagos.

d) Stratégie pour la période 1984-1989

22.65 Ce sous-programme comportera principalement des programmes d'assistance technique devant permettre d'élaborer des données statistiques à l'intention du secteur public et de guider le personnel statistique national dans la collecte et la gestion desdites données, y compris la mise au point de bases de données statistiques informatisées. Un effort de formation sera entrepris dans le cadre du programme de formation statistique pour l'Afrique en vue de relever le niveau du personnel statistique et d'en accroître les effectifs. On envisage de procéder à un examen continu des problèmes d'organisation statistique qui se posent dans la région et de poursuivre l'inventaire du matériel de traitement électronique de l'information et des applications connexes. On s'efforcera d'aider les pays à renforcer leurs infrastructures statistiques. Des directives sur les applications et l'analyse des données seront formulées.

SOUS-PROGRAMME II: STATISTIQUES ECONOMIQUES

a) Textes portant autorisation des travaux

22.66 Les textes portant autorisation des travaux de ce sous-programme sont la résolution 2061(LXII) du Conseil économique et social, la résolution 8(IV) adoptée en novembre 1977 par la Conférence des ministres africains de l'industrie, le rapport de la première et de la deuxième session de la Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains (E/CN.14/740) et (E/ECA/CM.8/22), et la résolution 35/64 de l'Assemblée générale sur le Plan d'action et l'Acte final de Lagos (A/S-11/14, annexe 1);

b) Objectifs

22.67 Les objectifs de ce sous-programme sont les suivants:

i) Objectif des organes intergouvernementaux: améliorer les programmes nationaux de statistiques économiques et les programmes statistiques qui serviront de base à la formulation et à la planification des politiques nationales et internationales;

ii) Objectif général du secrétariat: fournir des statistiques plus complètes, plus fiables et plus récentes sur le commerce international, la comptabilité nationale et d'autres branches d'activité économique, y compris l'agriculture, l'industrie, les transports, l'énergie, les ressources naturelles, les prix et les finances publiques, l'accent étant mis tout spécialement sur les pays les moins avancés ayant récemment accédé à l'indépendance;

c) Problème traité

22.68 Les statistiques ne jouent pas à l'heure actuelle un rôle assez important dans l'élaboration de la politique générale, dans la planification, le développement économique et social, l'administration et les entreprises, car elles ne sont ni courantes ni adéquates. Aussi est-il indispensable que les pays disposent en temps voulu de données d'une portée et d'une qualité suffisantes pour la réalisation de ces activités. Ce problème est devenu beaucoup plus urgent en raison des exigences du Plan d'action de Lagos en matière de statistique. Les gouvernements ont besoin d'une grande variété de statistiques détaillées pour avoir une vue d'ensemble de la situation économique;

d) Stratégie pour la période 1984-1989

22.69 La stratégie à adopter pour réaliser les objectifs du programme est d'entreprendre des missions dans les pays pour identifier les problèmes propres à chacun d'eux, d'organiser des séminaires et des groupes de travail à l'intention du personnel national dans les principaux domaines visés, tels que la comptabilité nationale et le commerce de distribution, et d'effectuer des études spécifiques pour aider les pays, notamment les pays les moins avancés, à améliorer la couverture et la qualité des statistiques qu'ils rassemblent. On prévoit d'organiser des séminaires sur la comptabilité nationale (1985) et sur les statistiques du commerce extérieur (1987). Des groupes de travail sont également prévus pour les statistiques du commerce de distribution (1984), les statistiques portuaires, la formation de capital et la comptabilité nationale en prix constants (1987), les statistiques de l'énergie (1987), les tableaux d'échanges interindustriels (1988) et l'amélioration des données sur la petite industrie et les industries familiales (1989).

22.70 Pour la période, on prévoit des études sur les thèmes suivants: développement et amélioration des statistiques de la distribution (1984); amélioration des indices de prix des matières premières à l'exportation (1984); collecte de données sur les prix ruraux (1984); analyse de la production et des importations alimentaires (1985); analyse comparée des tendances de la croissance et de l'importation du secteur public (1985); situation actuelle des statistiques du commerce extérieur (1985); directives pour l'adoption d'un système de statistiques des tarifs et de statistiques quantitatives dans le domaine des transports (1985); mise en application du système de comptabilité nationale des Nations Unies et utilisation des données statistiques en Afrique (1985); transformation locale des matières premières destinées à l'exportation (1985); progrès réalisés dans le cadre du projet de comparaison internationale en Afrique (1985); relations entre la production et le commerce de produits manufacturés africains (1985); production, consommation et échange d'énergie (1986); examen des statistiques du transport et des communications (1986); statistiques sur le transport routier (1988); mise en application du système de comptabilité nationale dans les pays africains (1989). En outre, on prévoit de poursuivre les publications suivantes: Annuaire statistique pour l'Afrique: Statistiques africaines du commerce extérieur; Indicateurs socio-économiques africains; et Bulletin d'information statistique pour l'Afrique (périodique).

SOUS-PROGRAMME III: RECENSEMENTS ET ENQUETES

a) Textes portant autorisation des travaux

22.71 Les textes portant autorisation des travaux de ce sous-programme sont les résolutions 2055(LXII), 2061(LXII), 1979/5 et 1979/33 du Conseil économique et social, les résolutions 366(XVI), 400(XV), 430(XVII) et 431(XVII) de la Commission, les rapports de la première et de la deuxième session de la Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains (E/CN.14/740 et E/ECA/CM.8/22), et la résolution 35/64 de l'Assemblée générale sur le Plan d'action et l'Acte final de Lagos (A/S-11/14, annexe I).

b) Objectifs

22.72 Les objectifs de ce sous-programme sont les suivants:

i) Objectifs des organes intergouvernementaux: mettre sur pied des dispositifs permanents de recensement et d'enquête dans tous les pays de la région; aider les gouvernements africains à recueillir, à traiter, à analyser et à disséminer des données démographiques, sociales et économiques intégrées; et élaborer davantage d'autres aspects des statistiques démographiques et sociales, y compris les statistiques de l'état civil, afin que l'on puisse disposer de données complètes qui serviront de base pour la formulation des politiques générales et les prises de décisions au plan national et international;

ii) Objectifs généraux du secrétariat: recueillir, traiter, évaluer, analyser et disséminer des données normalisées, fiables et courantes en ce qui concerne tous les pays de la région pour répondre aux besoins des utilisateurs nationaux et internationaux.

c) Problème traité

22.73 Des progrès remarquables ont été accomplis ces dernières années dans la collecte et l'analyse des données démographiques en Afrique, mais il est encore nécessaire d'améliorer la qualité et la quantité de ces données, notamment en ce qui concerne les trois facteurs qui affectent les tendances démographiques, à savoir la fertilité, la mortalité et la migration. Il faut aussi améliorer les systèmes d'état civil de façon à s'assurer qu'à longue échéance on puisse obtenir des statistiques sur l'état civil à partir du système d'état civil. Faute de ressources, un certain nombre de pays ont été dans l'impossibilité de prendre une part active aux programmes de recensement et d'enquête. Les services de la CEA s'efforceront de mobiliser ces ressources en faisant appel aux sources extérieures pour les projets par pays et pour appuyer les éléments régionaux des deux programmes.

d) Stratégie pour la période 1984-1989

22.74 Le sous-programme continuera à être consacré à l'amélioration des services de statistique nationaux dans le domaine démographique et social. Des services consultatifs au titre à la fois de l'élément régional du Programme africain concernant la mise en place de dispositifs d'enquête sur les ménages et le service consultatif régional en matière de statistiques démographiques, seront fournis aux pays pour les aider à planifier et à effectuer des recensements nationaux sur la population et l'habitation et des programmes intégrés d'enquête sur les ménages, et à se doter de systèmes d'état civil, ou s'il en existe, à les améliorer et à recueillir des statistiques de l'état civil. Des études seront faites pour donner des directives adéquates sur tous les aspects des recensements démographiques, les projets d'état civil et les enquêtes sur les ménages. En outre, il sera organisé des groupes de travail et des stages de formation.

22.75 Des études seront entreprises sur les questions suivantes: méthodes et problèmes relatifs aux systèmes d'état civil et collecte de données de l'état civil en Afrique (1984); élaboration d'un cadre d'intégration des statistiques démographiques, sociales et des statistiques économiques connexes pour l'Afrique (1985); évaluation des données fournies par le recensement de 1980 (1985); méthodes et problèmes relatifs aux recensements africains de la population et de l'habitat (1986); traitement des données des recensements de l'état civil et des enquêtes par sondage (1986); concepts, définitions et classifications employés dans les recensements et les enquêtes démographiques et sociales en Afrique (1987); registres de population en Afrique (1988); nouveaux indicateurs socio-économiques - des données fournies par les enquêtes sur les ménages (1989) et erreurs autres que les erreurs d'échantillonnage (1989). Une méthodologie sera mise au point pour permettre aux pays de poursuivre la collecte, le traitement et l'analyse des données économiques, sociales et démographiques intégrées sur les ménages. Des groupes de travail seront

créés en vue de formuler des recommandations sur les statistiques de l'environnement (1984), les recensements de la population et de l'habitat (1986), et l'organisation, le contenu et la méthodologie des enquêtes sur les ménages (1985, 1987, 1989). Seront également organisés des stages de formation sur les recensements à l'intention des pays francophones (1984) et des pays anglophones (1987).

22.76 Des contacts seront maintenus, par voie postale ou au moyen de visites, avec les organismes bilatéraux et multilatéraux, dans le but de mobiliser des ressources pour les projets de pays et régionaux.

B. Organisation

22.77 Organes intergouvernementaux compétents: les travaux effectués par le secrétariat au titre de ce programme sont examinés par la Conférence commune des planificateurs, statisticiens et démographes africains, qui se réunit tous les deux ans. La dernière réunion a eu lieu en mars 1982. Le présent plan a été examiné par cet organe et il sera de nouveau examiné à la prochaine session de la Conférence commune qui aura lieu en mars 1984.

22.78 Le service du secrétariat chargé de ce programme est la Division de statistique qui, au 1er janvier 1982, comptait 12 postes d'administrateur approuvés.

ANNEXE IV

Légères révisions rédactionnelles

PROGRAMME. RESSOURCES NATURELLES EN AFRIQUE (CEA)

SOUS-PROGRAMME : RESSOURCES MINERALES

Il est proposé d'apporter les modifications suivantes au texte du Plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6).

a) Paragraphe 17.71 (Stratégie pour la période 1984-1989)b) Texte initial

Les études sur les ressources disponibles en minerai de fer, en cuivre, en bauxite, en phosphates et en potasse seront utilisées pour exécuter des projets de mise en valeur de petites industries extractives et métallurgiques, ainsi que pour augmenter la production et l'utilisation locales d'engrais dans les pays africains. L'évaluation des ressources existantes, au niveau national, au moyen d'inventaires des gisements minéraux se poursuivra pour les métaux communs, les ferro-alliages et les minéraux industriels, et l'on compte publier au niveau régional, d'ici à 1986-1987, le premier inventaire des ressources minérales de l'Afrique. Le réseau des centres multinationaux de mise en valeur des ressources minérales sera achevé avec la création du Centre de l'Afrique de l'Ouest. Des ateliers, des séminaires, des voyages d'étude et des examens des principales activités d'échange de données d'expérience et de transfert de technologie au niveau interafricain seront organisés à l'échelon sous-régional par les centres multinationaux de mise en valeur des ressources minérales en liaison directe avec leur programme d'élaboration d'études, de cartes spécialisées et d'inventaires des ressources minérales au niveau sous-régional. Un programme analogue sera entrepris à l'échelon régional par le secrétariat. La possibilité de créer un conseil africain pour la mise en valeur des ressources minérales, qui serait rattaché à la Conférence régionale des ministres des ressources naturelles, sera envisagée.

c) Révision proposée

Les études sur les ressources disponibles en minéraux précieux, en minéraux métalliques communs et légers, en minéraux pour l'industrie métallurgique, en minéraux pour combustibles et en minéraux pour l'énergie nucléaire, en minéraux stratégiques, en minéraux chimiques et en minéraux pour la fabrication d'engrais, en minéraux pour la construction et réfractaires seront utilisées pour exécuter des projets de développement de grandes, moyennes et petites industries extractives, d'industries métallurgiques ainsi que pour la production accrue et l'utilisation locale des engrais chimiques dans les pays africains. L'évaluation des ressources existantes de tous ces produits, aux niveaux national, régional et sous-régional, se poursuivra au moyen d'inventaires des ressources en minéraux, connues et potentielles, des matières premières minérales, de l'élaboration et la publication de cartes de l'Afrique indiquant la répartition des minéraux. Les deux centres

multinationaux de mise en valeur des ressources minérales vont renforcer leur efficacité, et il faudrait étendre à la sous-région de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique du Nord le réseau d'institutions semblables. Des ateliers, des séminaires, des voyages d'étude et des examens des principales activités d'échange de données d'expérience et de transfert de technologie au niveau interafricain seront organisés à l'échelon sous-régional par les centres multinationaux de mise en valeur des ressources minérales en liaison directe avec leur programme d'établissement d'études, de cartes spéciales et d'inventaires des ressources minérales au niveau sous-régional. Les études concernant certains minerais et certaines matières premières minérales revêtant de l'importance pour la mise en valeur des métaux communs et le développement des industries chimiques se feront en coopération avec la Division de l'industrie. Une deuxième Conférence régionale sur la mise en valeur et l'utilisation des ressources minérales en Afrique sera organisée.

d) Raisons justifiant la révision proposée

- La description des produits minéraux évalués dans diverses études est révisée afin d'y inclure toute la gamme des minéraux, des matières premières minérales et des minerais chimiques ou des minerais destinés à la fabrication, que recèle le continent africain;
- S'agissant de la déclaration selon laquelle le premier inventaire africain des ressources minérales au niveau régional doit être terminé d'ici à 1986-1987, il conviendrait de ne préciser aucune date étant donné que ce projet dépend du volume de ressources financières disponibles sur lesquelles la Division des ressources naturelles et la Section des ressources minérales n'exercent aucun contrôle. Toutefois, cette activité est maintenue et figure dans le texte;
- Quant aux centres multinationaux de mise en valeur des ressources minérales, le nouveau texte tient compte de la situation actuelle où il existe deux centres et où deux autres sont prévus pour répondre aux besoins des sous-régions de l'Afrique de l'Ouest et de l'Afrique du Nord;
- La suggestion que le secrétariat entreprenne au niveau régional un programme d'activités semblables aux activités menées au niveau sous-régional (ateliers, séminaires, voyages d'étude, etc.) et crée un conseil africain de mise en valeur des ressources minérales a été abandonnée, car la réalisation de ces activités au niveau régional sera peut-être compromise par des difficultés financières;
- Il est fait allusion aux efforts incessants accomplis conjointement avec la Division de l'industrie au sujet de la mise en valeur des métaux communs et du développement des industries chimiques; et
- La deuxième Conférence régionale est également mise en relief.

Légères révisions rédactionnelles

PROGRAMME. - RESSOURCES NATURELLES EN AFRIQUE (CEA)

SOUS-PROGRAMME: RESSOURCES EN EAU

Il est proposé d'apporter les modifications suivantes au texte du Plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6).

1. a) Paragraphe 17.73 i)

b) Texte initial

"... création d'instituts sous-régionaux multinationaux des ressources en eau";

c) Révision proposée

"... mise en place de programmes régionaux et sous-régionaux de formation concernant l'eau, ou amélioration des programmes existants";

d) Raison justifiant la révision proposée

Résolution 1981/80 ECOSOC III(3) du 24 juillet 1981

"Prie les commissions régionales et les organismes intéressés d'envisager de mettre en place ou d'améliorer aux échelons régional et sous-régional des programmes et des réseaux de formation concernant l'eau, compte tenu des arrangements existants".

2. a) Paragraphe 17.75

b) Texte initial

"a) Evaluation des eaux souterraines et des eaux de surface disponibles, utilisation et demande de ces eaux (du point de vue qualitatif et quantitatif), création de réseaux d'observation et de laboratoires permettant des analyses complètes de l'eau, création de centres de traitement et de stockage des données et mise au point de systèmes intégrés de données au niveau national".

c) Révision proposée

"a) Evaluation des eaux souterraines et des eaux de surface disponibles, utilisation et demande de ces eaux (du point de vue qualitatif et quantitatif), en mettant l'accent sur la création, par les gouvernements, de réseaux d'observation et de laboratoires permettant des analyses complètes de l'eau et de centres de traitement et de stockage des données".

d) Raisons justifiant la révision proposée

Améliorer le sens du texte, éliminer les erreurs et mieux définir les attributions.

3. a) Paragraphe 17.75

La révision ne s'applique qu'au texte anglais et est sans objet en français.

b) Texte initial

"b) Etablissement de plans à long et à moyen terme qui fourniront des orientations pour l'élaboration de projets spécifiques concernant l'approvisionnement en eau, et l'évacuation des eaux usées".

c) Révision proposée

"b) Etablissement de plans à long et à moyen terme qui fourniront des orientations pour l'élaboration de projets spécifiques concernant l'approvisionnement en eau et l'évacuation des eaux usées"

d) Raison justifiant la révision proposée

Correction d'une erreur.

4. a) Paragraphe 17.75

b) Texte initial

"c) Elaboration de programmes de mise en valeur des ressources en eau dans les régions touchées par la sécheresse en Afrique, de lutte contre les inondations et de prévisions hydrologiques".

c) Révision proposée

"c) Elaboration de programmes de mise en valeur des ressources en eau, de lutte contre les inondations et de prévisions hydrologiques dans les régions touchées par la sécheresse en Afrique".

d) Raisons justifiant la révision proposée

Améliorer le sens du texte et mieux définir les attributions.

5. a) Paragraphe 17.75

b) Texte initial

"f) Exécution d'enquêtes sur la main-d'œuvre aux niveaux sous-régional et régional en vue de la création d'instituts multinationaux de mise en valeur des ressources en eau, de formation, de gestion, de recherche et d'autres services spécialisés".

c) Révision proposée

"f) Mise en place et amélioration, aux échelons régional et sous-régional, des programmes et des réseaux de formation, compte tenu des arrangements existants".

d) Raisons justifiant la révision proposée

Mieux définir les attributions à la lumière de la résolution 1981/80 ECOSOC III(3) du 24 juillet 1981.

Légères révisions rédactionnelles

PROGRAMME 3. RESSOURCES NATURELLES ET ENERGIE

SOUS-PROGRAMME III: CARTOGRAPHIE ET TELEDETECTION

Il est proposé d'apporter les modifications suivantes au texte du Plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6).

1. a) Paragraphe 17.76 (Textes portant autorisation des travaux)

b) Texte initial

17.76 Les textes portant autorisation des travaux de ce sous-programme sont les résolutions 280(XII) et 313(XIII) de la Conférence des ministres et les résolutions des cinq premières conférences cartographiques régionales des Nations Unies pour l'Afrique: résolutions 5, 10 et 18 de la première; résolutions 3, 6 et 8 de la deuxième; résolutions 2, 6, 7 et 8 de la troisième; et résolutions 4, 5, 6 et 9B de la quatrième.

c) Révision proposée

17.76 Les textes portant autorisation des travaux de ce sous-programme sont les résolutions 280(XII) et 313(XIII) de la Commission, les résolutions des cinq premières conférences cartographiques régionales pour l'Afrique, les recommandations de la deuxième Conférence des Nations Unies sur l'exploration et les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique et les recommandations des quatrième et cinquième réunions de la Conférence des plénipotentiaires du Conseil africain de télédétection.

d) Raisons justifiant la révision proposée

Corriger l'erreur typographique concernant la résolution 288(XII) qui est en fait la résolution 280(XII) et incorporer les recommandations supplémentaires adoptées par la cinquième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Afrique, la deuxième Conférence des Nations Unies sur l'exploration et les utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, et les quatrième et cinquième réunions de la Conférence des plénipotentiaires du Conseil africain de télédétection.

2. a) Paragraphe 17.77 (Objectifs)

b) Texte initial

17.77 Les objectifs de ce sous-programme sont les suivants: aider et conseiller les pays membres pour leur permettre de renforcer leurs institutions cartographiques nationales et acquérir des données géodésiques, réviser l'inventaire et en publier de nouvelles éditions, fournir un appui technique au programme africain de télédétection et accroître la capacité technique du Centre de documentation et de référence cartographiques.

c) Révision proposée

17.77 Le présent sous-programme comporte trois objectifs:

i) Objectifs des organes gouvernementaux: mise en place, par chaque Etat membre, d'un réseau géodésique unifié de premier ordre d'institutions nationales cartographiques et de télédétection, et renforcement des institutions régionales et sous-régionales existantes spécialisées dans les levés de la cartographie, y compris la télédétection, pour accélérer la réalisation de l'inventaire et la mise en valeur de leurs ressources naturelles; introduction de nouvelles techniques, telles que la télédétection par satellite et l'exécution de cartes à partir de photographies prises avec une caméra métrique dans le but d'accélérer la réalisation de l'inventaire des ressources naturelles, qui constitue une base nécessaire pour l'exécution précise de cartes, l'évaluation et le contrôle suivi de l'environnement.

ii) Objectifs généraux du secrétariat: fournir une assistance technique aux Etats membres pour leur permettre de développer leurs capacités nationales dans le domaine des levés, de la cartographie et de la télédétection, ainsi qu'un appui technique aux centres régionaux de formation et d'aide aux utilisateurs; aider les Etats membres, au plan sous-régional, à mettre en place des stations au sol de réception et de traitement des données grâce à une participation active à la plupart des réunions techniques dans lesquelles sont examinées les spécifications des segments au sol et à l'élaboration des projets pour examen par des donateurs potentiels à titre de contribution à la mise en place des stations, et les aider aussi à mettre leurs ressources en commun dans l'intérêt de tous afin d'instaurer entre eux une coopération technique plus étroite.

iii) Objectifs secondaires du secrétariat à délai limité: entreprendre une étude des besoins de main-d'oeuvre dans le domaine des levés, de la cartographie et de la télédétection et aider à la mise en place dans certains pays, d'ici à 1986, de stations témoins nationales de télédétection.

d) Raison justifiant la révision proposée

Améliorer le sens du texte figurant dans le plan et tenir compte des objectifs secondaires à délai limité du secrétariat, conséquence de l'inclusion des nouvelles parties des textes portant autorisation des travaux que l'on retrouve maintenant dans le paragraphe révisé 17.76.

3. a) Paragraphe 17.73 (problème traité)b) Texte initial

17.78 En Afrique, de nombreux projets continuent d'être effectués par des organisations et des sociétés étrangères. Cependant, les données dont on dispose sur ces activités sont souvent incomplètes ou dispersées dans des rapports qui n'ont pas été publiés ou catalogués. De plus, plusieurs de ces levés ont été faits selon un cadre différent et suivant des spécifications diverses. Par ailleurs, comme il n'existe pas d'institutions africaines pour gérer les stations africaines de réception des données transmises par satellite, l'Afrique ne peut pas disposer à temps des données de base recueillies par télédétection. Ces insuffisances diminuent l'utilité de la documentation existante, gênent la planification du développement national et régional, conduisent à multiplier inutilement les levés onéreux et réduisent les avantages des techniques modernes de cartographie et de télédétection. De plus, les estimations de la main-d'œuvre nécessaire et, par conséquent, la nature des institutions qu'il faut créer pour la former, restent imprécises. La formation dispensée dans les centres d'autres continents n'envisage pas les activités de gestion ou de production en fonction du contexte africain.

c) Révision proposée

17.78 En Afrique, de nombreux projets de levés et de cartographie qui sont d'une importance vitale pour l'élaboration et l'utilisation des inventaires des ressources continuent d'être effectués par des organisations et des sociétés étrangères. Il n'existe encore aucune preuve convaincante que les moyens autochtones ont été mis au point pour corriger la situation cartographique plutôt déplorable en Afrique, toujours caractérisée par la couverture incomplète de parties importantes des territoires de plusieurs pays sur une échelle convenable. Là où des données existent sur les travaux précédents de levés, elles sont habituellement dispersées dans des rapports qui n'ont pas été publiés ou catalogués, qui sont périmés, manquent de cohérence et ne suivent aucune spécification commune. C'est ainsi que le manque d'informations précises sur les quantités disponibles des ressources, leur emplacement et leur importance gêne sérieusement une planification socio-économique efficiente et la mise en valeur rationnelle des ressources au profit des populations. Seuls quelques Etats membres disposent des moyens de fournir les données et les renseignements techniques dont on a tant besoin, et les institutions régionales permanentes chargées de former les utilisateurs et de les aider à améliorer cette situation lamentable ne fonctionnent pas à 100 pour 100. Les méthodes classiques auxquelles on a recours pour effectuer les levés des ressources sont onéreuses et souvent inadéquates pour exécuter en temps voulu la cartographie de zones très étendues. Des projets expérimentaux en matière d'inventaires des ressources et de contrôle suivi de l'environnement, et des études s'appuyant sur la télédétection, se sont révélés fiables et efficaces par rapport à leur coût. Le programme africain de télédétection a été créé à la demande des Etats membres eux-mêmes, et il importe donc de poursuivre les efforts pour sensibiliser les dirigeants politiques et les décideurs aux avantages qu'offrent les nouvelles techniques et à leurs limitations. De même, la création de centres régionaux de formation et d'organismes nationaux est une condition préalable à la mise au point intégrale du programme.

d) Raisons justifiant la révision proposée

Elargir, pour améliorer la compréhension, le sens du texte du plan existant.

4. a) Paragraphe 17.79 (stratégie pour la période 1984-1989)b) Texte initial

17.79 On lancera des programmes multinationaux de cartographie géodésique, géophysique et thématique afin de combler les lacunes décelées par l'inventaire cartographique. On poursuivra les efforts pour coordonner les procédures des stations de télédétection et des centres de formation. Un appui sera apporté en vue de l'organisation, en 1985, d'un séminaire de niveau avancé sur la télédétection. La sixième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Afrique sera convoquée en 1987. Le champ d'action et la capacité du Centre de documentation et de référence cartographiques seront élargis.

c) Révision proposée (stratégie pour la période 1986-1989)

17.79 Les activités entreprises seront les suivantes:

i) Identifier les besoins en main-d'œuvre dans le domaine des levés, de la cartographie et de la télédétection et aider les pays à créer des institutions adéquates pour combler les lacunes de leur processus d'inventaire des ressources;

ii) Aider à élargir le champ des activités des institutions régionales qui s'occupent de cartographie et de télédétection afin de satisfaire la demande croissante et d'adapter sans cesse les programmes de formation à la mise au point de nouvelles techniques;

iii) Sensibiliser les décideurs en organisant des séminaires et des ateliers par l'envoi de missions dans les pays et la fourniture de renseignements aux utilisateurs;

iv) Mettre en oeuvre des programmes multinationaux dans le domaine des levés géodésiques et géophysiques et exécuter des cartes spéciales afin de combler les lacunes décelées par le projet d'inventaire cartographique achevé en 1983;

v) Mettre en place des stations-témoin nationales de télédétection en utilisant un matériel peu coûteux;

vi) Réviser et publier l'inventaire cartographique, et élargir le champ d'action du Centre de documentation et de référence cartographiques;

vii) Organiser la sixième et la septième Conférence cartographique régionale des Nations Unies pour l'Afrique, ainsi que les sixième et septième réunions de la Conférence des plénipotentiaires du Conseil africain de télédétection. Ces conférences et ces réunions continuent à servir de centres appropriés d'échange d'informations, d'expériences et de mise au point de techniques modernes de télédétection et d'exécution rapide de levés et de cartes précises.

Légères révisions rédactionnelles

PROGRAMME. SCIENCE ET TECHNIQUE EN AFRIQUE (CEA)

Il est proposé d'apporter les modifications suivantes au texte du Plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6).

SOUS-PROGRAMME I: ELABORATION DE POLITIQUES ET RENFORCEMENT DES MECANISMES ET DES CAPACITES DANS LE DOMAINE DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNIQUE

1. a) Paragraphe 20.70 iii)b) Texte initial

Objectifs secondaires du secrétariat à délai limité. Création et diffusion, d'ici l'année 1990, par l'adaptation et la démonstration des modèles de technologie rurale qui se seront révélés applicables aux zones rurales africaines; publication, en 1985, d'une version à jour de l'annuaire des techniques non brevetées de construction et de fabrication de matériaux de construction et publication, au cours du dernier trimestre de 1986, d'un nouvel annuaire similaire des techniques de traitement et d'entreposage des produits alimentaires.

c) Révision proposée

Objectifs secondaires du secrétariat à délai limité. Création et diffusion, d'ici à 1990, par l'adaptation et la démonstration des modèles de technologie rurale qui se sont révélés applicables aux zones rurales africaines; publication, au cours du dernier trimestre de 1986, d'un annuaire des techniques de traitement et d'entreposage des produits alimentaires.

d) Raisons justifiant la révision proposée

Par suite d'un manque de ressources, il a fallu mettre fin en 1983 au projet de publication d'une version à jour de l'annuaire des techniques non brevetées de construction et de fabrication de matériaux de construction.

2. a) Paragraphe 20.72 iii)b) Texte initial

Services consultatifs (publications, techniques, rapports, etc.) pour mettre au point et diffuser des techniques qui répondent aux problèmes et besoins de la population rurale. Entre autres, l'annuaire des techniques non brevetées de construction et de fabrication de matériaux de construction sera mis à jour en 1984 et 1985, tandis que l'on amorcera en 1985 les travaux relatifs à l'élaboration d'un annuaire similaire des techniques de traitement et d'entreposage des produits alimentaires, qui sortira au dernier trimestre de 1986.

c) Révision proposée

Publications techniques et rapports pour mettre au point et diffuser des techniques qui répondent aux problèmes et aux besoins de la population rurale. On amorcera en 1985 les travaux relatifs à l'élaboration d'un annuaire des techniques de traitement et d'entreposage des produits alimentaires, qui sortira au dernier trimestre de 1986.

d) Raisons justifiant la révision proposée

"Les services consultatifs" ne constituent pas le même produit que les "publications techniques et les rapports". Par manque de fonds, il a fallu mettre fin en 1983 au projet relatif à la publication d'une version mise à jour d'un annuaire des techniques non brevetées de construction et de fabrication de matériaux de construction.

3. a) Paragraphe 20.85

b) Texte initial

Secrétariat. Le service du secrétariat chargé de l'exécution de ce programme est le groupe de la science et de la technologie qui, au 1er janvier 1982, comptait quatre postes d'administrateur inscrits au budget ordinaire et un poste financé à l'aide de fonds extrabudgétaires.

c) Révision proposée

Secrétariat. L'unité du secrétariat chargé de l'exécution de programme est le groupe de la science et de la technologie qui, au 1er janvier 1982, comptait quatre postes d'administrateur approuvés qui étaient inscrits au budget ordinaire.

d) Raisons justifiant la révision proposée

Il n'existe à l'heure actuelle aucun poste d'administrateur financé à l'aide de fonds extrabudgétaires.

Légères révisions rédactionnelles

PROGRAMME 3. TRANSPORTS, COMMUNICATIONS ET TOURISME EN AFRIQUE (CEA)

Il est proposé d'apporter les modifications suivantes au texte du Plan à moyen terme pour la période 1984-1989 (A/37/6).

SOUS-PROGRAMME I: TRANSPORTS GENERAUX ET MULTIMODAUX

a) Paragraphe 24.41b) Texte initial

Les textes portant autorisation des travaux de ce sous-programme sont la résolution 32/160 de l'Assemblée générale, la résolution 2097(LXIII) du Conseil économique et social et les résolutions 263(XII), 277(XII), 291(XIII), 341(XIV), 342(XIV), 398(XV) et 464(XVIII) de la Conférence des ministres.

c) Révision proposée

Les textes portant autorisation des travaux de ce sous-programme sont la résolution 32/160 de l'Assemblée générale, la résolution 2097(LXIII) du Conseil économique et social, et les résolutions 263(XII), 277(XII), 291(XIII), 341(XIV), 342(XIV), 398(XV) et 464(XVIII) de la Commission économique pour l'Afrique.

d) Raisons justifiant la révision proposée

La résolution 464(XVIII) est une résolution qui a été adoptée en 1983 et toutes les résolutions sont des résolutions de la Commission.

a) Paragraphe 24.45b) Texte initial

Recherche: Des études seront réalisées pendant toute la durée du plan sur les systèmes de transport intégrés aux échelons national et multinational, en mettant tout particulièrement l'accent sur les problèmes de transport des pays africains sans littoral. D'ici à 1985, des études seront menées sur la simplification des formalités et sur la suppression des autres obstacles de ce type qui gênent le transport international des personnes et des biens.

c) Révision proposée

Recherche: Des études seront réalisées pendant toute la durée du plan sur les systèmes de transport intégrés aux échelons national et multinational, en mettant tout particulièrement l'accent sur les problèmes de transport des différents pays africains sans littoral. Des études seront menées pendant toute la durée du plan sur la simplification des formalités et sur la réduction des autres obstacles de ce type qui gênent le transport international des personnes et des biens.

d) Raisons justifiant la révision proposée

La simplification des formalités et la réduction des autres obstacles de ce type constituent des activités continues; il faut donc poursuivre les études sur les mêmes sujets pendant toute la durée du plan.

a) Paragraphe 24.46b) Texte initial

Les pays africains et les organisations continueront de recevoir une aide en matière de formulation des politiques, de planification et d'exécution des projets portant sur les divers problèmes des transports généraux et multimodaux, y compris les problèmes spécifiques des pays les moins avancés, sans littoral, insulaires et ayant récemment accédé à l'indépendance.

c) Révision proposée

Les pays africains et les organisations continueront de recevoir une aide en matière de formulation des politiques, de planification et d'exécution des projets portant sur les divers problèmes des transports généraux et multimodaux, y compris les problèmes spécifiques des pays les moins avancés, sans littoral, insulaires et ayant récemment accédé à l'indépendance. On continuera de coopérer avec la CNUCED pour encourager l'application de la Convention des Nations Unies sur le transport multimodal international des marchandises et avec la Commission économique pour l'Europe pour la mise au point définitive d'une convention internationale sur l'harmonisation des contrôles aux frontières.

d) Raisons justifiant la révision proposée

Les activités ajoutées au paragraphe 24.46 sont reprises au paragraphe 24.48 car elles se rapportent au texte du paragraphe 24.46.

a) Paragraphe 24.48b) Texte initial

Décennie des transports et des communications en Afrique: Diverses activités, comme l'organisation de séminaires en commun avec la CNUCED et l'Organisation de l'unité africaine, l'envoi de missions sur le terrain pour fournir une assistance au lancement d'opérations de transport multimodal, et la participation à des rencontres organisées par la CNUCED dans ce domaine, seront entreprises pour promouvoir l'application de la Convention des Nations Unies sur le transport multimodal international des marchandises. On continuera de coopérer avec la CEE à la mise au point définitive d'une convention internationale sur l'harmonisation des contrôles aux frontières; on continuera aussi de coopérer avec la CEE pour identifier les problèmes ayant trait à la liaison du réseau routier européen avec celui de la région de la CEA en vue de soumettre aux commissions régionales et aux gouvernements intéressés des propositions et recommandations au sujet de l'opportunité d'adopter de nouvelles mesures.

c) Révision proposée

Décennie des transports et des communications en Afrique: Les pays membres continueront à recevoir une assistance technique pour exécuter le programme de la deuxième phase de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique. Des activités de promotion seront organisées pour obtenir le financement de l'exécution de la deuxième phase du programme arrêté pour la Décennie.

d) Raisons justifiant les révisions proposées

Corriger les erreurs figurant dans la présentation antérieure. Le contenu précédent du paragraphe 24.48 sera reproduit dans la version révisée au paragraphe 24.46 et au paragraphe 24.59. Mieux définir les activités à entreprendre pendant la durée du plan et avoir une présentation cohérente pour les transports comme pour les communications (paragraphe 24.71).

SOUS-PROGRAMME III: TRANSPORTS

a) Paragraphe 24.55

b) Texte initial

Les textes portant autorisation des travaux de ce sous-programme sont la résolution 32/160 de l'Assemblée générale, la résolution 2097(LXIII) du Conseil économique et social et les résolutions 275(XII), 276(XII), 291(XIII), 298(XIII) et 343(XIV) de la Conférence des ministres.

c) Révision proposée

Les textes portant autorisation des travaux de ce sous-programme sont la résolution 32/160 de l'Assemblée générale, la résolution 2097(LXIII) du Conseil économique et social et les résolutions 275(XII), 276(XII), 291(XIII), 298(XIII), 242(XIV) et 464(XVIII) de la Conférence des ministres.

d) Raisons justifiant la révision proposée

La résolution 464(XVIII) est une résolution qui a été adoptée en 1983 et toutes les résolutions sont des résolutions de la Commission.

a) Paragraphe 24.56 iii)

b) Texte initial

Objectifs du secrétariat à délai limité: a) aider les gouvernements à créer d'ici à 1984 l'autorité de la route trans-Afrique de l'Est Le Caire-Gaberones; b) aider à mettre en place d'ici à 1987 l'autorité de la route trans-Afrique du Centre Tripoli-Wondhoek; et c) publier d'ici à 1987 un code africain de la circulation routière.

c) Révision proposée

a) aider les gouvernements à créer d'ici à 1987 l'autorité de la route trans-Afrique du Centre Tripoli-Windhoek; et b) publier d'ici à 1987 un code africain de la circulation routière;

d) Raisons justifiant la révision proposée

L'Autorité de la route trans-Afrique de l'Est Le Caire-Gabonnes a été créée en 1981.

a) Paragraphe 24.58

b) Texte initial

Une assistance technique portant sur divers aspects des transports terrestres continuera d'être fournie aux pays membres intéressés. Des études sur la planification, la gestion et l'exploitation des transports terrestres, sur la construction de voies routières et ferroviaires ainsi que sur les besoins de formation continueront d'être réalisées. Des stages de formation seront offerts dans le domaine de la planification, de l'ingénierie et de l'entretien des routes et des voies ferrées.

c) Révisions proposées

Une assistance technique portant sur divers aspects des transports terrestres continuera d'être fournie aux pays membres intéressés. Des études sur la planification, la gestion et l'exploitation des transports terrestres et sur la construction des voies routières et ferroviaires continueront d'être réalisées en vue d'améliorer les liaisons multinationales et, en particulier, de faciliter l'accès à la mer des pays sans littoral. Des stages de formation seront offerts dans le domaine de la planification, de la gestion, de l'ingénierie et de l'entretien des voies ferrées et des routes, ainsi que dans le domaine des transports routiers.

d) Raisons justifiant les révisions proposées

Refléter l'objectif des organes intergouvernementaux consistant à accorder une attention particulière aux pays sans littoral.

a) Paragraphe 24.59

b) Texte initial

Le premier projet de code africain de la circulation routière sera distribué aux autorités ou comités intéressés, aux pays membres et aux organisations internationales en vue de sa mise au point définitive en 1987. Une aide continuera

d'être offerte aux autorités ou aux comités de la route. La capacité du département compétent de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest sera renforcée pour qu'il fasse office d'autorité de la route trans-Afrique de l'Ouest.

c) Révision proposée

Le premier projet de code africain de la circulation routière sera distribué aux autorités ou comités intéressés, aux pays membres et aux organisations internationales en vue de sa mise au point définitive en 1987. Une aide continuera d'être offerte aux autorités ou aux comités de la route. La capacité du département compétent de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest sera renforcée pour qu'il fasse office d'autorité de la route trans-Afrique de l'Ouest. On continuera de coopérer avec la CEE pour identifier les problèmes ayant trait à la liaison du réseau européen et du réseau africain en vue de soumettre aux commissions régionales et aux gouvernements intéressés des propositions et recommandations au sujet de l'opportunité d'adopter de nouvelles mesures.

d) Raisons justifiant la révision proposée

L'ajout est transféré du paragraphe 24.48 pour rendre la présentation plus claire, étant donné que le contenu se rapporte au texte du paragraphe 24.59 (il s'agit des transports routiers).

SOUS-PROGRAMME IV: TRANSPORTS AERIENS

a) Paragraphe 24.60

b) Texte initial

Les textes portant autorisation des travaux de ce sous-programme sont la résolution 32/160 de l'Assemblée générale, la résolution 209(LXIII) du Conseil économique et social et les résolutions 263(XII), 277(XII) et 291(XIII) de la Conférence des ministres.

c) Révision proposée

Les textes portant autorisation de ce sous-programme sont la résolution 32/160 de l'Assemblée générale, la résolution 2097(LXIII) du Conseil économique et social et les résolutions 263(XII), 277(XII), 291(XIII) et 264(XVIII) de la CEA.

d) Raisons justifiant la révision proposée

Correction d'une erreur typographique. Le numéro de la résolution est 2097(LXIII) et non pas 209(LXIII). La résolution 464(XVIII) a été adoptée en 1983 et toutes les résolutions sont des résolutions de la Commission.

SOUS-PROGRAMME VI: COMMUNICATIONS

a) Paragraphe 24.68

b) Texte initial

Les textes portant autorisation des travaux de ce sous-programme sont les résolutions 278(XII), 279(XII), 281(XII), 291(XIII), 310(XIII) de la Commission et la résolution CM/RES 882(XXXVII) de l'OUA.

c) Révision proposée

Les textes portant autorisation des travaux de ce sous-programme sont les résolutions 278(XII), 279(XII), 281(XII), 291(XIII), 310(XIII) et 464(XVIII) de la CEA, et la résolution CM/RES 885(XXXVIII) de l'OUA.

d) Raisons justifiant la révision proposée

La résolution 464(XVIII) a été adoptée par les ministres en avril-mai 1983. (Voir alinéa 24.72 ci-après).

a) Paragraphe d) à insérer avant le paragraphe 24.71

d) Stratégie pour la période 1984-1989

b) Texte initial

c) Révisions proposées: (à ajouter entre l'alinéa d) et le paragraphe 24.71)

Une assistance technique continuera d'être fournie aux pays africains et aux organisations africaines en matière de formulation des politiques générales, de planification et d'exécution de projets dans les divers sous-secteurs des communications.

Formation du personnel technique: Une formation continuera d'être assurée en coopération avec l'Organisation de l'unité africaine et l'Union internationale des télécommunications dans le domaine des communications en organisant des séminaires et des stages de formation. Le secrétariat contribuera aussi à la création d'instituts de formation supérieure pour les télécommunications et les services postaux.

d) Raisons justifiant les révisions proposées (ajout)

Le libellé qui est actuellement donné a été omis dans le document publié.

a) Paragraphe 24.71b) Texte initial

Décennie des transports et des communications en Afrique. Les structures de base du PANAFTEL auront été mises en place d'ici à la fin de la période du plan. Les pays membres continueront de recevoir une assistance technique pour exécuter le programme de la deuxième phase de la Décennie des Nations Unies pour les transports et les communications en Afrique. Des activités de promotion visant à assurer le financement de l'exécution de la deuxième phase de la Décennie seront entreprises.

c) Révision proposée

Décennie des transports et des communications en Afrique. Les éléments essentiels du PANAFTEL auront été mis en place d'ici à la fin de la période du plan. Des activités de promotion visant à assurer le financement de l'exécution de la deuxième phase de la Décennie seront entreprises.

d) Raisons justifiant la révision proposée

L'"assistance technique" figure maintenant dans le libellé qui a été inséré entre l'alinéa d) et le paragraphe 24.71.

a) Paragraphe 24.72b) Texte initial

Système régional de communications par satellite. En coopération avec l'Union internationale des télécommunications, l'UNESCO et l'Organisation de l'unité africaine, le secrétariat aidera la Conférence des ministres des transports, des communications et de la planification à arrêter le plan général (qui entrera dans les recommandations du rapport discuté à la réunion intergouvernementale d'experts) ainsi que les modalités et le programme concernant la mise en place du système.

c) Révision proposée

Système régional de communications par satellite. En coopération avec le Comité de coordination interinstitutions composé de la Commission économique pour l'Afrique, de l'Organisation de l'unité africaine, du PANAFTEL, de l'Union africaine de radiodiffusion et télévision nationales, de la Banque africaine de développement (BAD), de l'Union africaine de postes et télécommunications, de l'Union internationale des télécommunications, de l'UNESCO et de la Commission africaine de l'aviation civile, il sera effectué une étude de faisabilité détaillée sur la mise en place d'un réseau africain régional de communications par satellite.

d) Raisons justifiant la révision proposée

Diverses organisations ont effectué, conjointement ou individuellement, plusieurs études aux niveaux régional et sous-régional. Sur recommandation de la Conférence des ministres africains des transports, des communications et de la planification adoptée

à sa troisième réunion tenue au Caire (Egypte) en mars 1983, la Conférence des ministres de la CEA, à la dix-huitième session de la Commission tenue en avril-mai 1983 a donc décidé de grouper en une seule étude toutes les études en cours sur les communications par satellite et à créer la Commission africaine de l'aviation civile qui est chargée de coordonner et d'exécuter l'étude intégrée.

a) Paragraphe 24.73

b) Texte initial

Services postaux. Les projets postaux ruraux recommandés dans le rapport et approuvés par la Conférence des ministres africains des transports, des communications et de la planification seront exécutés. On prévoit que la Conférence des ministres africains des transports, des communications et de la planification qui sera convoquée par la suite débouchera sur la conclusion d'un accord sur les tarifs et les règlements postaux. Formation: la possibilité de mettre en place des établissements de formation aux niveaux élémentaire, moyen et supérieur sera étudiée en 1985.

c) Révision proposée

Services postaux. Les projets postaux ruraux recommandés dans le rapport et approuvés par la Conférence des ministres africains des transports, des communications et de la planification seront exécutés. Il est prévu que la Conférence des ministres africains des transports, des communications et de la planification qui sera convoquée par la suite débouchera sur la conclusion d'un accord sur les tarifs et les règlements postaux.

d) Raisons justifiant la révision proposée

La formation figure maintenant à l'alinéa d) stratégie pour la période 1984-1989.